

DOSSIER LA CRISE EN SUISSE:

ils encouragent le chômage !

GARVIANI PORRENTROY :

les ouvrières relèvent la tête

ENSEIGNANTS VAUDOIS :

les profs à la porte

FILMS SUISSES: "L'exécution du traître à la patrie Ernst S."

N° 152 / 19 février 77

Fr. 2.-

la brèche

organe bimensuel
de la ligue marxiste révolutionnaire
section suisse de la IV^{ème} internationale

Espagne

...CES POLICIERS COUVERTS DU SANG DES OUVRIERS,



Soutien au gouvernement, couronnes dans les commissariats, appels à ne pas manifester : le Parti Communiste mise tout sur les élections (photo: la remise des documents de légalisation)p. 3 et 7

APPELES A LES PROTEGER DES FASCISTES...

FEMMES

Libérer l'avortement: une lutte internationale

En Suisse, les partis bourgeois majoritaires aux Chambres fédérales ont mis 5 ans pour débattre de la libéralisation de l'avortement et... proposer de maintenir à peu près le statu quo. Pendant ce temps, les réactionnaires de "Oui à la vie" redoublent d'activité. A Genève, le nouveau médecin-chef de la maternité refuse même d'appliquer la loi en ce qui concerne l'avortement... Décidément, rien n'est assuré en matière d'avortement, même pas par les lois bourgeoises. C'est pourquoi les femmes en Suisse doivent se mobiliser pour exiger l'avortement libre et gratuit. En suivant l'exemple de la France, de l'Italie, de la Grande-Bretagne, où les femmes, agissant à la fois de l'intérieur et de l'extérieur du mouvement ouvrier, ont réussi à flanquer une sacrée frousse aux gouvernements, et à les faire quelque peu reculer.

la première partie de notre dossier : pages 10 et 11

Quand les colonels suisses lorgnaient du côté de Hitler



Editorial : La Spirale (Espagne) 3

ACTUALITES NATIONALES

Social :
180 à 220 enseignants vaudois à la porte Moutier Machines Holding 4
42 heures dans la fonction publique à Genève 5
IMMIGRATION :
l'attitude des syndicats 6

DOSSIER : La crise en Suisse,
2ème partie : L'offensive des monétaristes, par C.-A. UDRY 8 et 9

ACTUALITES INTERNATIONALES

Espagne : la semaine sanglante, la grève de Roca Radiadores 7
Egypte :
"... Autant mourir d'une balle" 12
Bolivie, exclusif :
Solidarité contre la répression 13
Argentine : Les militaires ont commencé leur "3ème guerre mondiale" 14

Dossier FEMMES :
Libérer l'avortement : une lutte internationale (1.- Italie, France, Suisse) 10 et 11

CULTURE
La bourgeoisie a peur de son passé Lettre ouverte de N. Meienberg à Monsieur Hürlimann (L'exécution du traître à la patrie Ernst S.) 15

L'EVENEMENT
RFA : La classe ouvrière ouest-allemande sort-elle de sa léthargie ? 16
Calendrier musique-cinéma-théâtre-etc. 14

abonnez-vous

Abonnement à la Brèche :
abonnement de soutien : fr. 100.-
un an, enveloppe ouverte : fr. 45.-
un an, enveloppe fermée : fr. 55.-
un an, étranger (Europe) : fr. 80.-
Outre-mer : prendre contact avec nous

Abonnement Brèche et Inprecor couplés :
un an, enveloppe ouverte : fr. 85.-
un an, enveloppe fermée : fr. 100.-
Journal "La Brèche", CCP 10 - 25 689
Lausanne. (préciser le type d'abonnement).

Pour toute correspondance : Case postale 1000 Lausanne 17

Ed. resp. C.A. Udry.
Imprimerie : Cedips, Lausanne.

Je désire m'abonner à la Brèche, à la Brèche et Inprecor (souligner ce qui convient) :

Nom :

Adresse :

Abonnement désiré :

Adresses des sections:

Aarau	Postfach 554	5001	Aarau
Baden	Postfach 495	5401	Baden
Bâle	Postfach 820	4001	Bâle 1
Berne	Postfach 1221	3001	Berne 1
Bienne	Case 13	2500	Bienne 4
Fribourg	Case 28	1700	Fribourg 6
Genève	Case 193 Taupé	1211	Genève 2
Jura	Case 59	2800	Delémont 1
La Chaux de Fonds	Case 829	2301	La Chaux de Fonds
Lausanne	Case Postale	1000	Lausanne 17
Lucerne	Postfach 55	6000	Lucerne 14
Neuchâtel	Case 32	2000	Neuchâtel 12
Oltén	Postfach 461	4601	Oltén
Renens	Case 186	1020	Renens
Soleure	Postfach 359	4501	Soleure
Tessin	Cas. postale 12	6932	Breganzona
Winterthur	Postfach 124	8406	Winterthur
Zoug	Postfach 1155	6300	Zoug
Zurich	Postfach 299	8031	Zurich



courrier des lecteurs

UNE LETTRE AUX MILITANTS DE LA LMR.

La lettre du camarade J.F. que nous publions ci-dessous appelle une réponse précise et détaillée de la LMR. Les lecteurs la trouveront ici même dans 15 jours. la rédaction

Note introductive

Fin 1976, j'ai envoyé une longue lettre à la Brèche pour parution. Me faisant remarquer, qu'avec les commentaires et réponses, elle occuperait 2 pages du journal, la rédaction m'a demandé de "concentrer" mon texte. Je me suis contenté de donner un digest de la partie introductive, sans justifier ni illustrer mes affirmations et ai maintenu intégralement les conclusions. La rédaction fournira sans problème une copie de la première partie aux lecteurs qui le désireraient.

Résumé de l'introduction

Le but de la lettre est d'essayer de poser quelques bases pour un débat public de fond sur l'action et le devenir de la LMR.

Née dans une certaine euphorie, la LMR, même si elle s'est développée réellement, reste après une dizaine d'années de construction encore ultra-minoritaire, isolée et désespérée face au monde politique suisse.

Son "travail ouvrier" (rien que l'expression indique une extériorité) après des succès initiaux prometteurs (grève Paillard dans les années 70) stagne, alors que les mouvements maoïstes mieux intégrés dans le monde et le mouvement ouvrier progressent passablement (Matisa...).

Sa "dimension nationale" (avec participation aux élections au Conseil national) ne lui a pas permis de se différencier des autres groupements et de devenir une alternative révolutionnaire crédible. Les résultats de ces élections, très faibles, alors que la gauche communiste classique (PdT) maintient ses positions et que même le POCH progresse, ne peuvent pas même être expliqués par l'adoption d'une ligne "pure et dure" car, si la LMR a correctement fait la propagande sur la défense des acquis de la classe ouvrière elle n'a absolument pas assez parlé de l'alternative socialiste, du passage au socialisme (la révolution n'est apparue que dans son nom) et elle est restée très en retrait de sa propagande passée sur la question de l'antimilitarisme révolutionnaire... Et en matière d'élections, la crédibilité ne se compte pas en o/oo. Enfin, alors qu'elle se construisait principalement dans la jeunesse et le mouvement étudiant, elle y est en perte de vitesse également.

En guise de conclusion provisoire

Pour mieux cerner les problèmes que je viens de décrire, pour conclure sur l'activité et l'avenir de la LMR, il faudrait également partir de la conjoncture politique globale et locale, mais tel n'est pas mon propos, bien que cela reste indispensable pour une compréhension globale de la question. Je vais plutôt prendre un autre aspect du problème qui m'apparaît "subjectivement" également important pour la LMR. C'est celui de sa pratique concrète, des relations entre organisation, militants et société.

Tout d'abord, 2 points sur la "construction" de la LMR. D'une part, la LMR s'est

construite en grande partie sur le mouvement étudiant, "mouvement" qui est pour le moins au "repos" actuellement. Cela pose un réel problème qui ne semble pas bien résolu ! Ensuite, le "fondateur" — on peut le qualifier ainsi — de la LMR, s'est tourné vers des activités plus "internationales" et cela a provoqué sans conteste un affaiblissement idéologique réel de l'organisation. Il ne faut pas se le cacher, la dynamisation des débats par des marxistes "éclairés", même s'ils sont parfois autoritaires, est une impulsion qui semble manquer un peu à une LMR dont les positions, qui restent souvent "correctes", manquent parfois de recul et ne cadrent pas très bien avec la réalité du coin. La base de recrutement moins élitaire et moins intellectuelle n'a pas amélioré la question (le petit groupe d'intellectuels s'est élargi sans devenir une organisation de "masse", mais en perdant une partie de son caractère incisif). Il y a en tout cas un problème de direction politique, qui n'est pour le moins "plus ce qu'elle a été".

Liée à ces problèmes de direction, toute la question des relations entre l'organisation et la société. La principale critique à l'action de la LMR est son extériorité par rapport à la société, extériorité en partie voulue et souhaitable (se soustraire à l'idéologie dominante), mais en partie aussi contre-productive et cela au travers d'une conception "élaboration interne" qui débouche sur un discours peu ou pas compris des gens (si ce n'est d'une minorité d'initiés plus ou moins d'accord à priori). D'autre part, la forme du discours semble elle s'intégrer aux règles du jeu de la société et cela assez rapidement : actions d'éclat, information "sauvage" sont quasi inexistantes, même les grands meetings politiques, nombreux dans les années 70, deviennent de plus en plus rares ! La première période de démarrage passée... "arriver à l'échelle nationale"... on a l'impression que les buts ne sont plus très clairs... Action syndicale, construire le Parti ? Avec qui ? Comment ? La révolution ?

Par ailleurs, les militants qui forment la LMR et qui agissent en son nom semblent ne pas avoir choisi leur intégration sociale en fonction de buts clairs. A la fois professionnellement et socialement, nombre d'entre eux sont totalement désintégréés. Cette question a été beaucoup mieux comprise chez les maoïstes qui sont d'ailleurs arrivés à une telle intégration dans les banlieues ouvrières et le mouvement syndical, que finalement ils n'existent plus que là ! Loin de moi la conception qu'il faille "obliger" le militant à s'intégrer ici ou là, mais entre laisser les choses évoluer simplement et cela, il y a des possibilités réelles (vu la jeunesse des gens) et importantes (secteurs clés, non marginalisation) à ne pas négliger.

Enfin, l'influence de la société sur les militants semble ne devoir être résolue que par une formation idéologique "adéquate". Cela me paraît absolument insuffisant, en effet, la motivation du militant n'est pas fonction que de sa formation, mais aussi de sa vie en société (concrétisation des théories,

compréhension des événements, vécu des injustices et de la barbarie de la société). Or, cette vie n'entraîne pas qu'une envie d'action révolutionnaire, elle peut décourager ou même, à l'occasion, fournir quelques satisfactions qui ne débouchent pas forcément sur une motivation renforcée pour agir. C'est là que nous abordons le point central, les relations entre organisation (en tant qu'institution) et militants.

Malgré sa faiblesse, la LMR a une volonté constante d'être partout et de tout faire (relativement à sa grandeur en tout cas). On s'en rend bien compte à l'analyse de son action. Cela débouche sur le résultat qu'elle n'est souvent nulle part et que les résultats des actions sont infimes. Cette dispersion — que l'on peut comprendre de par la multitude des tâches et leur urgence — entraîne outre ces résultats très faibles, des conséquences qui m'apparaissent comme désastreuses à l'intérieur de l'organisation, pour les militants. Soit, une utilisation intensive de la "force de travail" des militants et vu les faibles résultats, une usure, un découragement de ceux-ci. Quelques forcenés tiennent le coup et pour les autres, le moyen de motivation devient la culpabilisation à coup d'arguments très "corrects", sur l'urgence des tâches. Cette pratique débouche sur des débats absolument faussés sur les actions à mener où la culpabilisation fait taire toute expression des besoins existentiels et toute affirmation des limites physiques et nerveuses des militants. Avec en corollaire que les actions, moins bien assumées par les militants... réussissent encore moins bien ! Après un rejet des valeurs de la société par une prise de conscience et donc une vie de moins en moins agréable dans celle-ci, on ne retrouve même pas, dans l'institution qui a aidé à la prise de conscience, le "contre milieu" où l'on pourrait — en tout cas par instants — vivre et agir sur des bases d'avant-garde ou au moins non culpabilisantes...

En plus, cette pratique fait que les potentialités culturelles et collectives des militants sont constamment sous-estimées, car une protection individuelle élémentaire passe par la non affirmation des capacités qu'il est préférable de cacher vu les surcharges que leur affirmation entraînerait.

Enfin, du point de vue des problèmes existentiels, psychologiques et personnels, la non entrée en matière est de règle (à part dans les cas "graves", mais c'est en général trop tard). Cette attitude est la plus contradictoire dans la pratique de la LMR, car d'un point de vue politique, une véritable guérilla est menée contre l'idéologie dominante par la formation politique. Mais sur les problèmes de "vie", là où l'idéologie dominante est peut-être la plus forte et la plus pesante, rien n'est fait ! Cette pratique entraîne une image du monde clos qui effraie passablement tout "sympathisant" ... et au lieu de cette image, il pourrait y avoir une réalité toute autre. j. f.

LETTRE OUVERTE AU CAMARADE ETIENNE (Octobre)

Le débat politique entre diverses tendances du mouvement ouvrier n'exclut pas la dureté de la polémique. Mais tant que les diverses tendances en présence se reconnaissent mutuellement leur appartenance, si ce n'est au camp révolutionnaire, du moins au camp ouvrier, le débat peut se dérouler fraternellement, sans coups, sans menaces. Mais quand une tendance considère une autre comme ayant passé dans le camp opposé, il y a tout lieu de craindre que des mots on en vienne aux actes. Nous espérons que l'attitude du camarade du PCS-ml dénoncée par la lettre ouverte ci-dessous rencontrera la désapprobation de tous les militants du mouvement ouvrier de la région lausannoise. Ecrivez-nous! la rédaction

Tu vois, je te dis encore et toujours "camarade", et pas par l'orifice où selon toi j'aurais dû me foutre cette expression ! Mais bien tout simplement parce que je considère tous les représentants de mouvements d'extrême-gauche comme des camarades.

Quand tu m'insultes à la sortie d'un cinéma où je suis allée voir des films chinois, avec un intérêt que d'office tu nies, sans même connaître ma pensée; que tu me demandes ce que je suis venue foutre là, simplement parce que je refuse d'acheter "Octobre"; quand je te réponds : "mais ça va pas camarade ? du calme, garde ta haine pour les bourgeois", et qu'en me regardant sous le nez avec un visage convulsé, tu rétorques : "non, ma haine elle est pour toi, car les trotskistes sont pires que des bourgeois", je rigole, mais en fait cela m'attriste profondément et me fait même vachement peur, pour l'avenir socialiste que nous souhaitons toi comme moi.

D'accord, du moment où j'ai vu que tu

t'énevais, je t'ai tourné en dérision; j'aurais pas dû !, je fais mon autocritique. Excuse ! je peux pas m'empêcher d'être ironique, c'est le mauvais côté de mon caractère, faut avoir de la compréhension...

Si je te dis que cette haine, qui transpirait de chacun des traits de ton visage, ce langage ordurier, comme d'ailleurs celui des tracts de Rupture, me fait vachement peur, c'est parce qu'en tant que militante de gauche de longue date, qui a vécu dans les rangs du Parti du Travail toute la période stalinienne, je sais trop maintenant quels assassins, les 15 millions de morts des camps sibériens, dissimulaient des termes tels que "vipères lubriques", "valets de la bourgeoisie", "traîtres trotskistes", pour ne pas être allergique aux insultes, à la haine entre révolutionnaires, à une sûreté de toi qui élimine tout dialogue.

L'insulte n'a jamais tenu lieu d'argument politique, pas plus d'ailleurs que les diagnostics psychiatriques.

On peut ne pas être d'accord, on peut avoir des avis, des analyses qui diffèrent, on peut en débattre sans s'injurier et sans voir dans l'autre pire qu'un ennemi de classe. Souvent d'ailleurs, avec du recul, on s'aperçoit que dans un débat, dans le feu d'une discussion, les positions, de part et d'autre, ont été défendues sans nuances, et que la pratique ultérieure est venue apporter de nombreux correctifs.

Nous sommes tous une tendance du mouvement ouvrier, mais nous basons nos analyses sur des acquis historiques, que nous apprécions de façons différentes. On pourrait en parler dans nos colonnes, échanger des articles critiques ou préciser nos positions, ouvrir des débats publics. Ce serait pour tous sûrement plus enrichissant que de manier l'insulte ou l'ironie.

Salutations révolutionnaires, camarade.
Marceline Miéville

P.S. Quand, sur un ton de mépris, tu traites d'intellectuel trotskiste un ouvrier étranger, qui n'a même pas pu finir son apprentissage, parce qu'issu d'une famille trop pauvre, il a dû rapidement gagner sa croûte; quand de surcroît il est loin d'être trotskiste; quand de surcroît encore tu lui dis qu'il n'a qu'à retourner chez lui, je t'assure qu'il se pose des questions sur ce que peut représenter l'internationalisme prolétarien pour un ingénieur maoïste !

ESPAGNE :

SIGNEZ LE REFERENDUM!



LA SPIRALE

Quelque chose a changé en Espagne depuis la série d'attentats fascistes de la dernière semaine de janvier. Manifestement préparés de longue date par des gens "compétents", ces actions s'imbriquent les unes dans les autres selon un plan d'escalade qui vise à frapper au coeur même de la classe ouvrière. Désormais, en Espagne, aucun responsable, aucun local du mouvement ouvrier n'est plus en sécurité. La gauche est acculée.

Dans ce schéma d'escalade de la terreur fasciste, le GRAPO (Groupe de Résistance Anti-fasciste Premier Octobre) fonctionne comme un rouage fort utile; qu'ils soient l'oeuvre d'un groupe fasciste ou d'une poignée de militants de gauche égarés dans une stratégie catastrophiste, les enlèvements de Oriol et de Villaescusa, l'exécution des policiers madrilènes reviennent au même.

Car le projet des commandos fascistes — derrière lesquels se cache une partie du "Bunker" franquiste — est aussi simple que dangereux : c'est la stratégie de la tension à l'italienne, l'"argentinisation" de l'Espagne; en d'autres termes, ce projet, c'est la mise en échec de la tentative du premier ministre Suarez de réaliser "une réforme sans rupture avec le passé" c'est la provocation d'un coup d'Etat, la destruction du mouvement ouvrier de A à Z. Ce projet semble si attirant que l'Espagne est devenue aujourd'hui le lieu de rendez-vous de toute la pègre fasciste internationale. On y retrouve même dans une version espagnole ("Alliance Apostolique Anticomuniste") la sinistre AAA argentine (Alliance anticomuniste argentine), laquelle a réclamé les attentats contre les manifestants du 23 janvier.

Le camp franquiste lui-même n'avait jamais été autant sur le point d'éclater. Le gouvernement Suarez est en train de perdre le contrôle sur de vastes secteurs,

notamment la police, dont l'évolution vers une autonomie croissante l'amène à révéler ouvertement son caractère fascisant. Chaque pas en avant ou en arrière peut provoquer l'explosion de l'unité toujours plus formelle autour du "projet de réforme" de Suarez. Au fond, le soutien le plus efficace que Suarez ait trouvé ces dernières semaines, c'est — quel cynisme ! — dans les rangs de l'"opposition démocratique" qu'il faut le chercher !

Quel jeu joue cette "opposition démocratique" ? Dirigée par le Parti Communiste Espagnol, elle semble n'avoir plus connu aucune retenue dans la subordination du mouvement ouvrier à la dictature — car c'en reste une ! — juancarliste : déclarations communes gouvernement/opposition "contre le terrorisme", caution à la répression gouvernementale — du moins jusqu'au moment où des militants du PCE lui-même ont été arrêtés... —, appels à l'ordre et contre les manifestations de rue (pendant la grève générale !). Bref, cette opposition n'a eu qu'une seule préoccupation au cours de ces journées sanglantes, celle d'étouffer toute velléité des travailleurs de prendre en charge eux-mêmes la défense de leurs locaux et de leurs manifestations, de descendre dans la rue massivement pour protester contre la barbarie fasciste.

Il est vrai que cette attitude apparemment "responsable" a valu à l'"opposition démocratique" l'approbation de la presse bourgeoise internationale. Le PCE, pour avoir démontré de manière si éclatante son respect de la "légalité", est récompensé ces jours-ci par l'annonce d'une procédure "plus libérale" de légalisation des partis politiques en Espagne; désormais, au lieu de dépendre du ministre de l'Intérieur, la reconnaissance officielle du PCE dépendra de la "justice". Mais la passivité de l'"opposition démocratique" a aussi un autre effet, autrement plus inquiétant. Quand les bandes fascistes attaquent, et que le mouvement ouvrier cherche protection sous le manteau de l'Etat bourgeois — c'est-à-dire un appareil de fonctionnaires, de policiers et de militaires dont une grande partie ne se résoud pas à tolérer la reconstruction des organisations du mouvement ouvrier, et protège même ces bandes fascistes — au lieu de chercher une protection dans ses propres rangs, en augmentant la confiance des masses dans leur propre cohésion, dans leurs propres initiatives, le résultat peut très vite aboutir à une situation de type argentin. Les fascistes ne seront nullement intimidés par les réactions que provoquent leurs actes sanguinaires tant que ceux-ci pousseront le mouvement ouvrier dans les bras du gouvernement. Ce n'est pas en soutenant le gouvernement d'Isabelle Péron que les puissants syndicats péronistes ont réussi à empêcher le coup d'Etat militaire du 26 mars 1976 !

L'extrême-gauche, dans sa composante majoritairement maoïste, se met à la traîne des réformistes, et n'a pu que très embryonnairement faire valoir sa force et son implantation pour initier une riposte massive et efficace. Et pourtant, c'est à construire une telle alternative qu'elle devrait se consacrer. Pousser les masses à l'action directe, éveiller les réflexes d'auto-défense collective contre les agressions aussi bien policières que fascistes, impulser le front unique des organisations du mouvement ouvrier de la base jusqu'au sommet, en commençant par la défense commune et réciproque des locaux de la gauche, telles sont ces tâches, telle est la voie pour faire échec à la "stratégie de la tension" fasciste, pour rompre la spirale ! La voie est encore longue, mais le temps presse.

la Brèche



Légendes des photos : assemblée de grévistes à Vitoria, en mars 76 ; la police assassinait 7 ouvriers (en haut). L'enterrement de Maria Luz Najera à Madrid, janvier 77.

180 à 220 enseignants vaudois au chômage à la rentrée 77, comme s'il n'y avait pas déjà trop d'élèves par classe...

Après 15 ans d'élaboration de projets de réformes scolaires, le Grand Conseil débattait en 1975 de l'opportunité ou non de généraliser deux premières expériences locales de réforme, Rolle et Vevey.

En fait, alors qu'à l'avant-scène s'opposaient partisans et adversaires d'un collège rénové, dans les coulisses se prenaient les premières options claires d'économie en matière scolaire; qui montraient

Cette 4ème primaire généralisée ne fait que reproduire les conditions de travail actuelles de tout le primaire : horaires trop lourds; effectifs des classes trop chargés; conditions matérielles la plupart du temps déplorables. Elle ne sera pour les élèves que la course d'obstacles actuelle de la

3ème pour l'examen d'entrée au collège. Mais elle a aux yeux des autorités un mérite non-négligeable : elle est moins coûteuse qu'une année de collège (salaire des instituteurs bien moins élevés; personnel moins nombreux, 90 généralistes remplaçant 130 enseignants secondaires...).



Enseignants auxiliaires au chômage en Allemagne fédérale. Dans tous les pays capitalistes, les effectifs des classes scolaires augmentent, amenant une dégradation des méthodes pédagogiques, une surcharge pour les parents, un renforcement de la sélection sociale. Ce sont donc l'ensemble des salariés qui font les frais de cette politique. En Suisse, plusieurs centaines d'enseignants seront au chômage en 1977.

Les maîtres concernés

Les enseignants secondaires visés par cette "réforme" là font tous partie de la catégorie des temporaires, qui représente le 42 o/o des effectifs. Chaque temporaire est engagé pour un an sous contrat de droit privé, ce qui permet au DIP de jouer simplement sur leur nombre à la fin de l'année scolaire : ils ne sont pas "licenciés", ils sont simplement non-réengagés ! En cette période de "pléthore", ils seront le "volant de chômage" comode du DIP.

Cette année, pour les trier, le DIP, en collaboration avec les directeurs, a élaboré une série de critères. Puis il les a hiérarchisés et a demandé aux directeurs des établissements secondaires de dresser la liste des non-réengagés.

Ainsi, n'auront plus de travail l'an prochain :

- les enseignants-étudiants (temporaires en train de terminer leurs études),
- les temporaires "sans titres légaux" (une licence étrangère, ou d'un autre canton, ou d'un autre type (sciences politiques, par ex.) n'est pas considérée comme un titre légal...),
- les "doubles salaires" (expression elliptique visant d'abord les femmes mariées qui travaillent...),
- les temporaires "que le directeur ne souhaite pas réengager".

Les enseignants de ces catégories avaient été engagés nombreux durant les années de "pénurie", sans que leur manque de titre ou leur situation ne soit un obstacle. Certains d'entre eux ont déjà travaillé plusieurs années dans l'enseignement !

dans quel sens il fallait entendre "réforme" : "changer l'école"... mais pour qu'elle revienne moins cher encore !

C'est ainsi que le Grand Conseil de mai 75 a pris la décision d'une généralisation de la 4ème primaire. La suppression de la première année du collège secondaire entraîne la disparition de 130 postes environ, ce qui signifie que 180 à 220 maîtres secondaires seront sans emploi à la rentrée 77 !

Quel rôle joue le budget ?

Du point de vue financier, les dépenses dues à l'école n'ont pas encore diminué ces dernières années. Comme l'annonce M. Junod, chef du DIP, les restrictions véritables sont pour les deux années qui suivent (les ressources de l'Etat diminuant à cause des impôts de basse conjoncture...).

Pour cette année-ci, le budget stagne, avec une très légère augmentation pour le secondaire (2,2 o/o), absorbée par les augmentations de salaires dues à l'ancienneté.

Mais les autorités préparent le terrain. Les non-réengagements de cette année ne sont que le signe avant-coureur d'autres atteintes aux conditions de travail, à la sécurité de l'emploi de TOUS les enseignants, primaires et secondaires.

On sait déjà que le cahier des charges des maîtres augmentera; que les effectifs des classes seront "régularisés" par le fait que toutes les classes devront atteindre les quotas (24 au secondaire, 32 au primaire, cf. déclaration de Junod à Baden, Gymnasium Helveticum no 1), que les maîtres se-

ront plus sévèrement triés : "cela signifie qu'il peut y avoir un "volant" de maîtres diplômés non encore engagés". (idem)

Il est frappant de constater combien c'est en période de crise que la vraie nature de l'école et des "réformes" scolaires se révèle : l'école, comme l'hôpital, comme les services sociaux en général, est la première à faire les frais des restrictions décidées par l'Etat. En fait, ce sont non seulement les maîtres mais les enfants des travailleurs, les parents de ces élèves, qui sont directement concernés par ces mesures; l'augmentation des effectifs, la diminution de la pédagogie "de soutien" (aide aux enfants en difficulté) signifient une aggravation de la sélection.

En effet, la "pléthore" est artificiellement créée. En fait, l'école a besoin de davantage d'enseignants, de locaux, de matériel scolaire afin que l'on puisse réduire de manière importante le nombre d'élèves par classe, afin que l'on puisse travailler avec d'autres méthodes par exemple.

La réaction des enseignants

Les enseignants syndiqués du groupe VPOD (Vaud-Etat) ont pris en charge une campagne active d'information et de mobilisation dans les collèges et sur un plan plus général. Un bulletin d'information a été distribué dans tous les collèges, rassemblant toutes les informations disponibles. Sur proposition de maîtres syndiqués, les conférences d'établissements (une dizaine d'entre elles), ont fait parvenir au DIP une liste de propositions précises, dont :

- le dédoublement de classes,
- l'augmentation des heures destinées à l'appui des élèves.

Ceci afin de créer de nouveaux postes et de développer l'école. Dans plusieurs collèges, des réunions de maîtres syndiqués-non-syndiqués discutent des initiatives à prendre par rapport aux premières listes de non-réengagés connues.

Le 2 mars se tiendra une assemblée générale ouverte (1) des enseignants, première initiative d'une campagne d'information plus large sur la situation.

Les enseignants syndiqués refusent tout critère de tri des temporaires et récla-

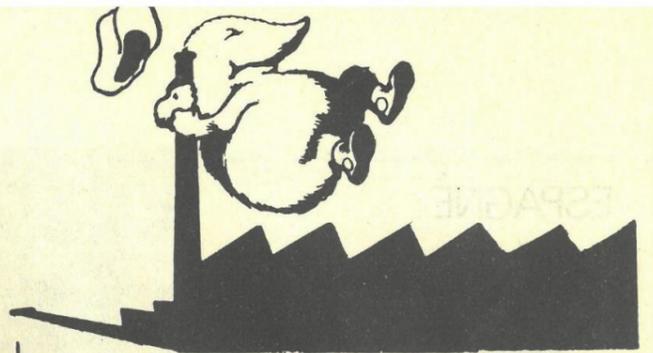
ment du travail pour tous. Ils lient cette revendication à la réalisation d'objectifs qui vont à l'encontre du caractère sélectif de l'école, comme la diminution du nombre d'élèves par classes, par exemple.

Comment réagiront les autorités en cette délicate période pré-électorale ? Elle craignent avant toute chose "l'agitation" dans les établissements; d'un autre côté, M. Junod a l'air persévérant et obstiné dans sa vision d'une école "simplifiée" et moins coûteuse (il vient de refuser d'augmenter le nombre d'heures d'appui par branche).

Une seule chose peut faire reculer l'Etat : une mobilisation active des enseignants, d'autant plus que cette situation est un test pour les autorités.

Mais au-delà des enseignants, ce sont les salariés, les parents d'élèves, les syndicats, toutes les organisations ouvrières, qui doivent les appuyer activement : l'école n'est pas la seule affaire des enseignants, et l'attaque aux services publics concerne tous les travailleurs.

E. Roux
(1) Salle des Vignerons, Buffet de la Gare de Lausanne, à 20h.



MMH-MOUTIER : triste attente...

Dès que la direction de MMH (Moutier Machines Holding) eut décidé brutalement de licencier 140 travailleurs(euses), l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier ont manifesté leur protestation par des communiqués de presse.

Pour que la riposte aux licenciements et la solidarité avec les travailleurs de MMH prennent une forme pratique, pour que des actions de soutien unitaire soient entreprises, la section du Jura de la LMR a immédiatement appelé toutes les organisations ouvrières à une réunion commune.

Malgré trois réunions unitaires où la LMR - appuyée, bien que de façon très hésitante, par le POP - a systématiquement proposé que des actions de solidarité aient lieu immédiatement, ces actions ont été repoussées sous prétexte de ne pas gêner les négociations.

Car on le sait, tout le système de la "paix du travail" impose aux commissions ouvrières et aux syndicats un silence qui ne peut qu'affaiblir les possibilités de riposte et de mobilisation des travailleurs.

Aujourd'hui, cette politique de négociation dans le silence, et d'absence de mobilisation a empêché que l'assemblée générale des travailleurs (il n'y en a eu qu'une depuis l'annonce des licenciements) démontre suffisamment de force et de détermination

pour casser l'intransigeance patronale.

L'accord qui risque bien d'être signé entre les syndicats et la direction de MMH ne contient pratiquement aucun acquis pour les travailleurs. Les bases acutelles de cet "accord" (secret évidemment !...) sont les suivantes :

- tous les licenciements sont maintenus;
- la direction sait très bien qu'il n'y aura pas plus de 30 reclassements;
- le délai de congé ne sera prolongé, pour les travailleurs licenciés, que de 1 ou 2 mois au plus;
- en guise de "compensation", les patrons n'accorderont qu'une aumône de fr. 35 000.- + fr. 50 000.- "pour les cas sociaux".

Cet "accord" dérisoire montre bien où conduit la politique de ceux qui, déjà lors de la fermeture de la Verrerie (il y a un peu plus d'un an), prétendaient qu'il ne faut jamais brusquer les patrons par des manifestations et d'autres actions de solidarité.

Cependant, lors de la dernière réunion de toutes les organisations du mouvement ouvrier à Moutier, un accord minimum a pu être conclu pour qu'une journée d'action contre les licenciements dans toute la région jurassienne ait lieu le 5 mars à Moutier. N'en attendons pas des miracles, mais c'est déjà un pas en avant très positif.

Correspondant Jura

LE 5 MARS: JOURNEE UNITAIRE CONTRE LES LICENCIEMENTS DANS LE JURA

En Belgique, Jelmoli (Suisse) liquide 720 travailleurs !

Après avoir été pris en main par le Crédit Suisse en 1969, le groupe Jelmoli - qui dispose de 11 grands magasins dans les principales villes de Suisse, 34 succursales, et contrôle "l'Innovation SA" à Lausanne et le "Grand Passage" à Genève - manifesta des projets d'expansion de grande ampleur, identique à ses bénéfices nets déclarés qui croissaient au rythme de 21,4 o/o (1970-71), 15,7 o/o (1971-72), 14 o/o (1973-74). Les investissements durant ces années sont très importants, comme les dotations en réserve. On ne badine pas avec le fisc, surtout quand on est piloté par le Crédit Suisse.

Tout en multipliant les projets en Suisse (ouverture de magasins à Bienne, Saint-Gall, grand centre commercial bâti à Glatt, près de Zurich), Jelmoli se lance sur les marchés étrangers. Il rachète "La Part-Dieu" à Lyon et prend une participation déterminante dans le "Grand Bazar" de Liège (en 1974).

Par cette prise de participation de plus de 25 o/o, Jelmoli obtient du "Grand Bazar" 23 millions de francs belges (1,6 millions de fr. suisses) de redevances pour un contrat d'assistance technique. Le "savoir-faire" du groupe helvétique coûte cher... mais ses résultats sont peu bénéfiques ! Les pertes du Grand Bazar augmentent régulièrement... bien que le "taux des charges salariales soit constant" (Le Soir, 15. 2. 1977).

Face à ces difficultés, Jelmoli refuse toute augmentation de capital, quand bien même les "pouvoir publics" belges mettaient 860 millions de fr. belges à la disposition du "Grand Bazar".

Jelmoli avait en fait décidé de "mettre un frein à l'expansion à l'étranger" (UBS - Guide des actions - 1976) ! 720 travailleurs vont peut-être faire les frais de cette décision du Crédit Suisse de respecter, au plus près, l'impératif du profit privé. Le chômage est effectivement une maladie du capitalisme et non pas une fatalité !

Communiqué du Comité de Chômeurs de Genève

LA SUISSE : PARADIS FISCAL POUR LES UNS, ENFER POUR LES AUTRES

Depuis plusieurs mois, nous avons entrepris une "action impôts". En effet, les travailleurs tombés au chômage en 1976 doivent s'acquitter de leurs impôts basés sur le revenu de 1975. Cela est le cas pour tout le monde. Mais les chômeurs, au moment où ils doivent payer, ne disposent plus que de 65 o/o à 85 o/o de leur salaire. On comprend alors aisément les difficultés que peut leur causer une telle obligation.

Une comparaison avec la situation des retraités — qui ne sont pourtant pas des privilégiés par excellence — permettra de mieux montrer à quel point celle des chômeurs est injuste. Une personne qui entre à la retraite en 1976 est taxée non pas sur son revenu de 1975, mais bien sur celui de 1976.

Cet exemple illustre clairement que la loi sur les contributions publiques (LCP) — qui n'est pourtant pas un modèle de progrès social — tient compte du fait que le décalage d'une année entre la baisse du revenu et celle des impôts doit être remis en question dans certains cas.

En ce qui concerne les chômeurs, il existe même un article de la LCP qui semble avoir été écrit exprès pour eux, tant il décrit précisément leur situation, qui stipule que : "des remises partielles peuvent être accordées par le chef du Département aux contribuables qui se trouvent, par suite de circonstances indépendantes de leur volonté, dans une situation telle que le paiement intégral de la somme due aurait pour eux des conséquences particulièrement dures".

Sur la base de cet article, et dans l'esprit de ceux qui ont trait aux retraités, nous deman-

ons que des remises soient accordées systématiquement et automatiquement aux chômeurs — remises dont le montant doit être tel que ceux-ci paient leurs impôts comme si la baisse de revenu était intervenue l'année précédente.

On le voit, la loi telle qu'elle existe actuellement, permettrait, sans qu'on en change une virgule, la mise en pratique de notre revendication. Le département des Finances n'a même pas l'excuse de la nécessité d'un changement législatif. Un simple arrêté réglant l'application de l'article mentionné ci-dessus suffirait...

Or, depuis plusieurs mois, nous avons multiplié les démarches dans ce sens. Plus d'une centaine de chômeurs ont fait une demande de remise. Pour l'instant, à notre connaissance, aucune n'a été accordée. La seule concession que Monsieur BABEL ait daigné nous faire consiste dans des facilités de paiement...

Ecoeuvrés par tant de mesquinerie de la part de l'Etat, qui d'un côté essaie de nous faire payer nos impôts jusqu'au dernier centime, mais qui, de l'autre, fait tout ce qu'il peut pour préserver le légendaire paradis fiscal que notre pays constitue pour certains, plusieurs dizaines de chômeurs ont décidé de ne payer que fr. 20.- par mois jusqu'à l'entière satisfaction de notre revendication.

Il importe de faire connaître cette lutte exemplaire le plus largement possible, afin que les travailleurs qui ont la chance d'avoir pu conserver leur emploi puissent se solidariser avec leurs camarades moins heureux qui chôment.

3 ans pour obtenir les 42 h. dans la fonction publique genevoise : LES LARMES DE CROCODILE DES PATRONS...



QUELLES REVENDEICATIONS ?

Plus d'un an après la fin du mouvement des 300 fr.-40 heures pour tous des hospitaliers genevois, l'ensemble des travailleurs du secteur public s'est mobilisé, à partir de la fin de l'année 1975, pour :

- la réduction de l'horaire de travail à 40 heures, sans diminution de salaire;
- l'indexation complète des salaires;
- un salaire minimum de 2 000.- fr. (valeur 1975);
- 4 semaines de vacances minimum pour tous.

Ce nouveau mouvement regroupait les travailleurs de l'administration genevoise, des hôpitaux et de l'enseignement (primaire et secondaire).

QUELS RESULTATS ?

Sous l'impulsion des syndicats — VPOD et syndicats chrétiens —, qui entraînent dans le mouvement la totalité des organisations professionnelles de fonctionnaires, plusieurs assemblées du personnel eurent

lieu. Mais la mobilisation des employés de l'Etat ne fut, à la longue que partielle et ponctuelle. Certaines organisations moins combatives se retirèrent du mouvement prenant prétexte des vagues promesses du Conseil d'Etat.

C'est surtout à cause du résultat de la votation sur les 40 heures (plus de 40 o/o des voix à Genève) et de l'année électorale 1976 que le Conseil d'Etat admit en janvier 1977 les 42 heures pour tous, ainsi que les 4 semaines de vacances. L'indexation des salaires est acquise pour 1976, mais reste problématique à l'avenir. Le gouvernement cantonal refuse le principe du salaire minimum, mais accepte de discuter de cas en cas le relèvement des salaires inférieurs à 2 000.- fr. Pour les enseignants, des négociations seront engagées sur la réduction des effectifs des élèves par classe et sur la réduction des heures au poste de travail.

Comme la réduction de l'horaire hebdomadaire à 42 heures est accordée "sans aucune réduction

des effectifs", la priorité reste aujourd'hui à la lutte contre l'augmentation des rythmes de travail et pour davantage de postes de travail.

QUELLES LECONS ?

En tirant en longueur les négociations et en temporisant systématiquement, le Conseil d'Etat misait sur une démobilitation des travailleurs et tentait ainsi de contraindre les directions syndicales à un maximum de concessions. Une vieille recette de la paix du travail. Plus particulièrement, une réduction de l'horaire hebdomadaire de 2 heures seulement permet, évidemment, toutes les mesures de contrôle et de discipline pour augmenter les rythmes de travail.

Il n'empêche que le mouvement de la fonction publique a, en définitive, abouti à une amélioration incontestable des droits des travailleurs de l'Etat. Cet acquis a modifié les rapports de forces entre les organisations d'employés, au bénéfice des syndicats (VPOD, Syndicats chrétiens) et au détriment des associations corporatives.

LES ASSOCIATIONS PATRONALES INDIGNEES...

Dès l'automne 1975, la "Tribune de Genève", et son rédacteur en chef, le chante patronal, G. H. Martin, engagent une campagne de presse contre les revendications "exagérées" des fonctionnaires. A plusieurs reprises, le quotidien publie des lettres d'"honnêtes citoyens" qui font mine de s'insurger contre les employés de l'état au nom des travailleurs du secteur privé.

Quand la décision du Conseil d'Etat d'accorder les 42 heures fut prise en janvier 77, la réaction des organisations patronales fut d'une brutalité inusitée. Avec l'extraordinaire morgue des patrons helvétiques, les principales associations patronales de Genève payèrent, à hauts frais, des placards dans tous les quotidiens genevois pour protester contre "l'acte de faiblesse politique" du Conseil d'Etat. Pour les patrons du secteur privé, il s'agit surtout de tenter de bloquer toute extension éventuelle au secteur privé du "mauvais exemple" donné par le secteur public.

C'est le même club d'industriels et de banquiers — toujours avec l'aide de l'épique G. H. Martin de la Tribune de Genève — qui a orchestré la campagne publique de dénigrement et de calomnies contre Ziegler (cf. ci-dessous). Là encore pour les patrons, il s'agissait de demander au Conseil d'Etat de se soumettre à la politique de force qu'ils affectionnent et qu'ils appliquent dans leurs usines en licenciant les travailleurs critiques et les militants syndicaux combattifs.

A deux reprises (42 heures, affaire Ziegler), les travailleurs de l'Etat ont réussi à faire valoir leurs droits malgré les extraordinaires pressions du patronat. Ils sortent renforcés de ces épreuves. On peut espérer qu'ils continueront dans leurs luttes à venir (pour les 40 heures, l'augmentation des effectifs, la sécurité de l'emploi, les libertés syndicales sur le lieu de travail) à donner le "mauvais exemple" aux travailleurs du secteur privé.

correspondant Genève

ZIEGLER NOMME, il faudra utiliser cette victoire pour défendre tous ceux qui, menacés comme lui, n'ont pas la chance d'être célèbres...

La nomination de Jean Ziegler est un événement important, car malgré les nombreuses menaces, pressions, campagne de presse orchestrée par la bourgeoisie, contre l'auteur d'Une Suisse au-dessus de tout soupçon, la mobilisation qui s'est déroulée dans les différents secteurs a eu le dernier mot.

Sa nomination ou sa non-nomination représentait un test : son exclusion de l'Université aurait signifié que dorénavant la bourgeoisie aurait pu licencier qui elle désirait. Le fait qu'il soit nommé est un antécédent positif qui montre qu'un rapport de forces favorable s'est créé. En effet, des pressions très fortes ont été exercées sur le conseil d'état par des organisations du patronat (union des petites et moyennes industries de la métallurgie, chambre de commerce et d'industrie, banquiers de Genève) pour que Ziegler ne soit pas nommé. Nous publions ci-dessous les lettres de ces organisations et personnes qui ont été remises au Conseil d'Etat. De fait, la

majorité de la bourgeoisie était fermement contre sa nomination, invoquant des motifs "de mauvais enseignement". Il s'agit en réalité de motifs purement politiques. Banquiers, industriels ne sont pas prêts à voir un enseignement divulgué par des gens de gauche qui remettent en question le système capitaliste.

Ils veulent une Université qu'ils contrôlent de près et qui forme des cadres dociles. Les syndicats de leur côté ont également réagi : l'USCG (cartel syndical genevois) a fait des déclarations réclamant la nomination de Ziegler. De plus, à l'Université un meeting de 500 personnes a eu lieu et une pétition de 2 000 signataires réclamant sa nomination et dénonçant toute atteinte à la liberté d'expression a été remise au conseil d'Etat. Celles-ci ont été recoltées par le Comité pour la Liberté d'expression qui actuellement s'est transformé en section genevoise du Manifeste démocratique.

Ces actions ont largement contribué à faire pen-

cher la balance et malgré les pressions du patronat, le Conseil d'Etat a dû prendre une décision en faveur de la nomination de Ziegler. Ceci s'est exprimé par un retournement des démocrates-chrétiens, dans le cas pré-

sent Babel et Fontanet, qui ont voté pour sa nomination. Ceux-ci ont certainement voulu par là se donner une façade plus libérale pour se redorer le blason en vue des prochaines élections.

Mais l'élément décisif res-

te la peur d'une partie de la bourgeoisie de voir se développer un large mouvement de protestation à l'université et de la part des syndicats et des partis de gauche.

Cependant aujourd'hui, d'autres personnes moins

connues sont victimes de la répression et le seront encore. La bourgeoisie conserve son arsenal répressif et c'est dans ce cadre qu'il s'agit de continuer à mener une activité permanente sur tous les cas de répression politique.

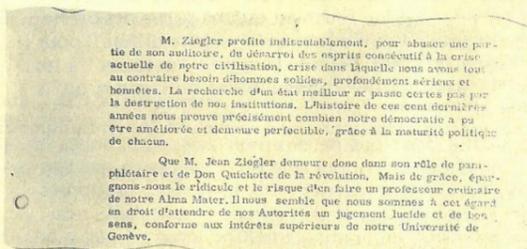
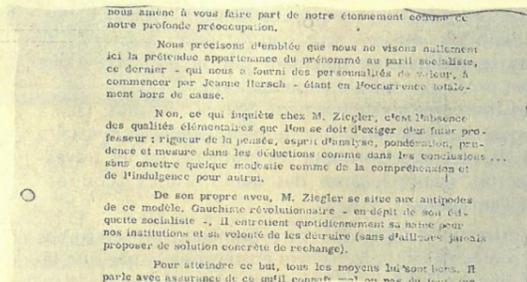
Ceci implique que l'unité la plus large se crée dans le mouvement ouvrier, car c'est à travers un combat commun que l'efficacité la plus grande peut être atteinte. L'existence du Manifeste Démocratique est déjà une étape décisive dans la lutte contre la répression. Ziegler est nommé, ceci est un pas important dans notre lutte, cependant elle doit continuer afin de mettre en échec toute tentative de la bourgeoisie d'épurer les éléments qui la dérangent.

A. B.

Les personnes intéressées par le Manifeste Démocratique peuvent prendre contact à cette adresse :

Manifeste Démocratique
case 89
1 224 Chêne-Bougeries

La Brèche p. 5



Personne ne doutera que les banquiers genevois sont les hommes "profondément sérieux et honnêtes" dont nous avons besoin pour "parfaire" la démocratie...

3.- La complaisance des syndicats face aux xénophobes

Récession et politique gouvernementale créent des centaines de milliers de chômeurs. Des centaines de milliers ? OUI. Aux 32 000 chômeurs recensés au milieu de l'année 1976, il faut ajouter non seulement ceux qui n'étaient pas inscrits auprès des offices de chômage, ainsi que les femmes mariées et les retraités, mais plus de 200 000 travailleurs immigrés.

Or, tous les militants syndicalistes connaissent cette vérité de base : le chômage pour les capitalistes a pour fonction d'affaiblir les travailleurs face au front uni des patrons.

Cette constatation élémentaire ne serait-elle pas valable en Suisse ? Le départ des chômeurs-immigrés empêcherait-il que le chômage puisse jouer en défaveur des travailleurs qui "restent" ? A voir !

Durant les années de "prospérité", grâce à la politique de discrimination (inexistence de droits politiques, de droits syndicaux complets, contrôle policier, etc...), soutenue par les directions syndicales, les patrons ont pu éviter de devoir faire face à une classe ouvrière non seulement plus nombreuse, mais qui exprimerait cette force sur le plan politique et syndical.

Donc, pendant la "belle période", alors que le marché du travail (plein-emploi) aurait permis de construire des rapports de force largement en faveur des travailleurs, la politique de discrimination permettait d'affaiblir l'ensemble de la classe ouvrière face au patronat. Les discriminations faisaient un peu office de chômage !

La crise arrive. Les patrons et le gouvernement mettent à profit cette faiblesse qui découle de la politique de division largement stimulée par les syndicats. L'attaque contre l'emploi est brutale. Les immigrés en font les premiers et en grand nombre les frais.

Tout le passé de division et de discrimination pousse les travailleurs suisses à accepter ce "chômage-expulsion". En outre, nombreux sont les salariés suisses qui se croient à l'abri ! Enfin, le gouvernement utilise démagogiquement la "pression des xénophobes" pour accentuer une politique de "détente du marché du travail" (de chômage).

Le tour de passe-passe est joué. Après deux ans de crise, l'ensemble des travailleurs se trouvent sur la défensive, affaiblis en nombre, avec quasiment aucune expérience de lutte contre le chômage et les licenciements. Et, cependant, les patrons et le gouvernement promettent que l'année 1977 sera encore une année de stagnation et de "restructuration" ! Chômage complet ou partiel frappera de plus en plus les travailleurs immigrés qui disposent du permis d'établissement et les travailleurs suisses. La leçon est claire : le capitalisme, qui est malade du chômage, ne fait pas de distinction du passeport !

Néanmoins, durant la dernière période, diverses fédérations syndicales ont augmenté leurs effectifs. Ceci indique qu'il existe un besoin de défense collectif qui se renforce parmi l'ensemble des salariés.

C'est ce besoin qu'il faut développer face à la 5ème initiative xénophobe. Et pour cela, il faut, d'une part, lutter contre toutes les discriminations afin d'assurer l'intégration la plus grande de tous les travailleuses et travailleurs à leur organe collectif de défense et de lutte (les syndicats) et, d'autre part, mettre en avant des réponses efficaces pour combattre et mobiliser contre la politique patronale et gouvernementale.

Dans la Correspondance Syndicale Suisse (sous le titre "Nous ne voulons pas de cette "protection de la Suisse" !), F. Troxler appelle tous les syndiqués à dire "non au nationalisme étroit de Schwarzenbach et de ses acolytes". Façon de dire qu'il existerait une sorte de "nationalisme large", dans le genre de la Croix-Rouge et de la "Suisse humanitaire", qui pourrait être favorable aux travailleurs, suisses comme immigrés. Dans les faits pourtant, la direction de l'Union Syndicale Suisse (USS) et la majorité de ses fédérations collent au chauvinisme le plus étroit envers les travailleurs immigrés.

"Humaniser le régime des statuts" ?

W. Renschler vient d'en donner un nouvel exemple devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (Services Publics, 3 février 77), qui propose d'accorder les droits politiques communaux après cinq ans au maximum. Au nom de "la Suisse", Renschler explique : "il ne faut pas surestimer l'importance des droits politiques donnés aux étrangers... il serait tout aussi important, sinon plus, d'accorder aux étrangers des droits économiques et les accueillir en tant qu'êtres humains".

A première vue, cette déclaration n'a rien de particulièrement chauvin. Elle est tout simplement vide de sens, sauf sur un point : les droits politiques ne sont pas importants et la bourgeoisie suisse a donc bien son droit de conserver, en matière de naturalisations, l'un des régimes les plus sélectifs d'Europe et de ne pas accorder les droits politiques même limités sur le plan communal ! D'ailleurs, Renschler souligne que la Confédération ne pourrait de toute façon pas "forcer les cantons et les communes à donner le droit de vote".

En attendant, l'USS est un fidèle partenaire de l'Office fédéral des Arts et Métiers et du Travail (OFIAMT), qui force les cantons à appliquer les directives discriminatoires et le contingentement des étrangers, et les représentants des syndicats collaborent aux instances cantonales chargées d'octroyer ou non les permis de travail, de sélectionner les travailleurs !

Même aujourd'hui lorsqu'elle proteste contre la 5ème initiative xénophobe (celle de l'Action nationale), l'Union Syndicale Suisse continue à revendiquer une politique de contingentement, une politique fondamentalement hostile aux travailleurs immigrés et aux intérêts de l'ensemble des travailleurs ; ainsi, Karl Aeschbach, dans la CSS (Correspondance syndicale) déclare : "On sait que la Confédération — sous la pression des syndicats notamment (les autres étant les xénophobes !, réd.) a pratiqué et pratique une politique très restrictive — qui équivaut presque à stopper les entrées. Cette politique sera poursuivie même en cas de relance. Les syndicats y veilleront d'ailleurs."

Cet article est publié (15. 2. 1977) par la Voix Ouvrière du Parti du Travail sans un seul mot de critique !

Même si Aeschbach critique la 5ème initiative avec des mots "de gauche" en disant que, si elle passait "l'acquisition de la nationalité suisse deviendrait un droit de classe", il est clair que de telles positions n'offrent aucune réponse aux salariés en Suisse qui se laissent bernés par Schwarzenbach ou l'Action nationale. Au contraire, elle fortifie leurs illusions en apportant une caution de poids à tous ceux qui s'imaginent qu'en appuyant la politique de contingentement "très restrictive", on aide en quoi que ce soit à résoudre les problèmes actuels des travailleurs en Suisse.

Il ne suffit pas de relever que "les prescriptions en matière de naturalisation sont aujourd'hui trop étroites et trop chicanières". Même de l'avis des milieux bourgeois, elles doivent être "assouplies" : la seule réponse efficace aujourd'hui est de revendiquer les droits politiques et syndicaux pour tous ceux qui travaillent en Suisse. Les droits politiques : la liberté de s'organiser dans des partis politiques et de mener des activités politiques, ainsi que le droit de vote sur simple demande. Les droits syndicaux : la garantie des mêmes avantages salariaux et sociaux (en particulier la suppression de toutes les discriminations, comme l'obligation de quitter le pays à la fin du droit aux indemnités de chômage, l'impossibilité même de changer de canton pour chercher un emploi !, etc.), le droit, non seulement de se syndiquer (comme c'est le cas souvent en Suisse — mais pas toujours !), mais de mener des activités syndicales, y compris dans les entreprises.

C'est la seule voie pour renforcer le poids politique des travailleurs dans la vie politique suisse. C'est la seule réponse complète à l'Action nationale, tout autre réponse équivaut à dire : "vous y allez trop fort", ou "d'accord avec l'intention, mais les moyens sont excessifs".

A travail égal, salaire égal

La seule manière de faire échec à la concurrence entre travailleurs, imposée par les capitalistes, renforcée par les propositions xénophobes, c'est de défendre le principe "à travail égal, salaire égal". Mais ce principe ne signifie pas seulement que pour un même travail travailleurs suisses et immigrés, hommes et femmes touchent la même paie. Il signifie aussi :

* combattre les multiples catégories qui font croire qu'un travail est "différent" d'un autre pour mieux baisser les salaires. Or les immigrés ont souvent, d'emblée, une formation professionnelle différente qui "justifie" un salaire inférieur. Au lieu de sélectionner les immigrés selon les qualifications professionnelles, un syndicat devrait donc exiger un salaire identique, refuser tout contrat selon le permis de travail et revendiquer le paiement par le patronat d'une formation professionnelle complémentaire — ceci afin d'intégrer les immigrés au mouvement ouvrier. De plus, face à la politique de licenciement et de réembauche à un salaire plus bas, la revendication pour les immigrés (et les travailleurs) de la "reconnaissance des qualifications acquises" prend de l'actualité.

* combattre les différences entre branches, entre régions plus ou moins développées, entre entreprises — par une législation sociale (assurances-chômage, sécurité sociale, assurance-maladie, etc...) identique pour tous les salariés du pays. Or les immigrés ne touchent qu'une partie des prestations sociales (qui ne sont autres qu'un salaire différé), pour la seule raison que leur permis de travail "autorise" à les renvoyer du pays indépendamment des cotisations qu'ils ont payées ou non.

Il ne suffira donc pas de dire non aux xénophobes le 13 mars, mais de lutter pour une prise en charge par l'ensemble du mouvement ouvrier de la lutte pour la suppression des statuts (saisonniers, annuels, frontaliers, etc.), pour la suppression du contingentement, pour l'intégration réelle des immigrés dans les syndicats, les partis et organisations ouvrières, pour la conquête des droits et des libertés politiques pour les travailleurs immigrés.



une ouvrière témoigne

L'argent sous les ongles, pas dans les poches... c'est Giavarini à Porrentruy.

LES OUVRIERES RELEVANT LA TÊTE

"Faut pas dormir", "Faut vite faire encore ça", "C'est urgent, c'est pressant", "vous êtes tous des cons", "C'est pas carnaval" (quand on discute) : chaque jour, toutes les 10 minutes, les ouvrières de Giavarini à Porrentruy (170 personnes, fabriquer de cadrans) s'entendent répéter les mêmes insultes. Elles travaillent la plupart du temps dans des bains d'acétone, de nickel, d'argent, les mains sous l'eau toute la journée, entamées par les produits chimiques, pleines de gerçures, de douleurs, la peau complètement asséchée. Travailant debout 9 heures par jour, elles ont vite fait de souffrir de maux de tête permanents, des jambes, du dos, des pieds... car elles travaillent les pieds mouillés. Tout le monde prend des médicaments : aspirines, calmants, antidépresseurs, pilules diverses. Dans chaque sac d'ouvrière, on trouve des boîtes de médicaments. Si les salaires des hommes vont de 7,50 fr. l'heure à 11 fr. après 10 ans d'ancienneté, les femmes commencent à 4,50 fr., reçoivent au maximum à peine plus de 6.- fr. de l'heure. La convention collective ? Giavarini l'a signée... mais elle n'est jamais appliquée. Les syndicats ? Fort peu présents, vu le tournus et la peur terrible des licenciements, la division entre Suisses et immigrées françaises. La solidarité entre travailleurs ? Elle consiste à consoler celles qui tiennent moins bien le coup. Pas suffisante donc. C'est dans ce climat qu'au mois de janvier, le ras-l'bol a commencé à s'exprimer dans la boîte. Voici comment une ouvrière décrit les tous premiers pas en direction d'une solidarité active chez Giavarini :

CHEZ GIAVARINI CADRANS — METAL
La fabrique d'horlogerie de fabrication de cadrans, à Porrentruy, compte environ 170 ouvrières-ouvriers, dont une majorité de femmes. Les conditions de travail sont déplorables, et les salaires scandaleusement bas. Les rythmes de travail sont très élevés ; des chefs et des contremaîtres surveillent partout, et nous suivent parfois jusqu'aux toilettes. La sécurité dans l'usine n'existe pratiquement pas : des centaines de litres d'acétone et de nickel ne sont pas protégés et les portes de secours sont bloquées. Un risque d'in-

condie plane sur des dizaines de personnes : nous n'aurions ni le temps, ni les moyens pour sortir : on grillerait comme des rats.

Un immense mécontentement règne dans cette boîte : mais la peur de se retrouver à la porte, sans travail, a supprimé jusqu'ici toute combativité.

Le licenciement d'une copine de travail a fait déborder le mécontentement et la révolte longtemps retenus. Une première séance, convoquée par la FCOM et la FTMH, mobilisa une dizaine de travailleurs, soutenus par le PSJ, le Comité de chômeurs de Delémont et la Ligue. Un communiqué commun dénonça le licenciement de Madame Hermann (1), les conditions de travail, le manque de sécurité et les salaires scandaleusement bas.

Après cette première assemblée unitaire, on décida de continuer à mobiliser, à développer la solidarité en dedans et au dehors de l'usine par la convocation régulière d'assemblées syndicales et par des articles dans la presse.

Les ouvrières commencent à relever la tête. Mais il faudra encore du temps avant qu'une réelle cohésion s'exprime et la peur des licenciements, dans une région qui subit à ce point une hémorragie des postes de travail, soit surmontée. L'unité la plus large des organisations politiques et syndicales jurassiennes sera absolument indispensable pour faire aboutir les revendications qui doivent permettre aux ouvrières et ouvriers de Giavarini de protéger leur santé et de gagner un niveau de vie décent :

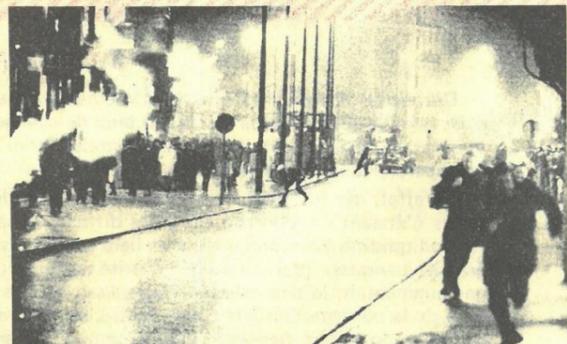
- salaires mensuels pour tous,
- 1 500.- fr. pour toutes minimum,
- des assemblées syndicales qui nous informent sur le chômage, les licenciements éventuels,
- une pause l'après-midi,
- le droit de fumer à plusieurs,
- ne pas travailler si vite : diminuer les rythmes de travail, les ralentir,
- ne plus se faire insulter ou chercher aux toilettes,
- une augmentation générale de tous les salaires.

correspondant Porrentruy / réd.

(1) ouvrière appliquée et respectée de tous, qui a travaillé 11 ans dans l'usine. Elle est mère de 2 enfants et ne peut supporter une telle décision.

Dimanche 23 janvier

Une importante manifestation pour l'amnistie totale, convoquée par l'Association des ex-prisonniers politiques est interdite par le gouvernement. Malgré cela, 8 mille personnes descendent dans la rue à Madrid. La police s'in-



terpose avec une indescriptible brutalité. L'étudiant **Arturo Ruiz**, 18 ans, meurt sous les coups des guerilleros du Christ-Roi (fascistes). Un autre étudiant, **José Luis Oliva**, meurt des suites de ses blessures le lendemain. Un appel à la grève générale pour le 26 est lancé dans la soirée. Suspecté d'avoir participé à cet assassinat, le fasciste argentin Jorge Cesarsky, ami du fasciste espagnol Blas Pinar, dirigeant du groupe "Fuerza Nueva", est arrêté par la police madrilène. Il sera relâché sans inculpation quelques jours plus tard, ainsi que tous les fascistes arrêtés dans le cadre de cette pseudo-enquête.

Lundi 24 janvier

Dès la première heure, Madrid est occupée par les gardes civils et les "grises". Néanmoins, des grèves de protestation spontanées éclatent. Des centaines d'étudiants manifestent malgré l'intervention immédiate de la police. Celle-ci est si brutale qu'elle fait une nouvelle victime : **Maria Luz Najera**, 18 ans, étudiante à l'école d'ingénieurs aéronautiques.

Dans l'après-midi, le mystérieux Grapo (qui a déjà enlevé le président du conseil d'Etat Antonio Oriol) enlève avec une étonnante facilité le général Villaescusa, président du conseil suprême de la justice militaire.

Dans la soirée, le premier communiqué commun est signé entre le gouvernement et la commission de négociation qui représente les partis libéraux et les partis réformistes d'opposition. Il appelle les travailleurs à rester calmes.

Quelques instants plus tard, deux hommes frappent à la porte du local des avocats des Commissions Ouvrières, rue Atocha 55, et mitraillent les **9 personnes** présentes (**8 avocats du PCE et un ouvrier**). 5 avocats sont assassinés, les



autres grièvement blessés.

Quelques heures plus tard, la Coordination des 3 organisations syndicales (COS, rassemblant les CC.OO., l'UGT et l'USO) publie un communiqué demandant aux travailleurs qui vont observer le 26 la grève générale de **ne pas descendre dans la rue**. Peu après, un commando fasciste attaque le local de l'UGT (de tendance socialiste), mais il est vide.

Mardi 25 janvier

L'indignation provoque des grèves spontanées auxquelles participent **100 000 travailleurs à Madrid**. Des manifestations ont lieu dans les quartiers : Villaverde (1 500 personnes), à Quintana, General Ricardos, Cuatro Caminos, Vallecas. A La Ventilla et à Vicalvaro (à l'initiative du PCE, du PTE, de l'OIC et de la LCR) des **piquets** invitent les **commerçants** à se joindre à la journée de grève de mercredi. Un **manifeste** est diffusé à Vallecas, qui réaffirme la nécessité de l'**amnistie totale**. A Carabanchel, Vallecas et San Blas, l'idée de créer une **commission ouvrière et populaire d'investigation sur les crimes** des jours derniers.

Mercredi 26 janvier

Journée de grève générale dans tout l'Etat espagnol. Les arrêts de travail touchent **300 000 travailleurs** dans toute la **région madrilène**, où 70 000 travailleurs de la construction et plus de 20 000 travailleurs des banques participent au mouvement.

En **Euzkadi**, 100 000 travailleurs de la province de Biscaye sont en grève, notamment la totalité de ceux de Sestao. Dans les provinces de **Guipuzcoa**, **Navarre** et **d'Alava**, les centres industriels sont en grève. Des cortèges de plusieurs milliers de travailleurs se forment pour les funérailles des victimes des fascistes et des policiers madrilènes.

En **Catalogne**, d'innombrables assemblées préparent les arrêts de travail qui auront lieu massivement le lendemain : ils sont **30 000 à la SEAT**, **4 000 à Roca**, etc.

200 000 personnes descendent dans la rue pour suivre le cortège funéraire à Madrid. Un service d'ordre du PCE (6 000 membres) essaie d'imposer le silence complet, sous l'oeil vigilant des policiers disposés le long du trajet. Mais pour **25 000 participants** au cortège, il est impossible de garder dans la gorge leur indignation. Ce cortège déborde le service d'ordre du PCE et continue à défilé dans les rues,

LE FILM de la SEMAINE SANGLANTE



sous les applaudissements de la foule massée le long des boulevards et aux balcons : en tête de cortège, une banderole de la LCR réclame l'**amnistie totale**. Des bombes fumigènes lancées par la police dispersent une première fois le cortège, qui se reforme dans diverses rues à plusieurs reprises.

Jeudi 27 janvier

Après l'interdiction de manifestation décrétée mercredi, le gouvernement étend le droit de perquisition à toutes les heures du jour et de la nuit et la garde à vue illimitée.

Des manifestations ont lieu tout de même à **San Sebastian**, brutalement agressées par la police; **200 000** ouvriers



entrent en grève et manifestent durant la soirée à **Barcelone**.

Le roi Juan Carlos, inquiet des rumeurs qui courent dans les mess d'officiers et dans les Etats-Majors, entreprend une "tournee des popotes". Il rend notamment visite au chef de file de l'aile de l'armée la plus ultra : le général Milan del Bosch.



Vendredi 28 janvier

En fin de matinée, à Madrid, deux gardes civils et un policier armé trouvent la mort au cours de deux attentats revendiqués par le Grapo. Trois autres sont grièvement blessés.

Le ministre de l'intérieur Raul Martin Villa donne la consigne d'arrêter "tous les terroristes". En conséquence de quoi, quelques arrestations ont lieu dans les milieux d'extrême-droite; mais surtout, une vague d'arrestations commence dans les organisations d'extrême-gauche.

Le gouvernement déclare ne plus être en mesure d'assurer la protection des locaux des organisations syndicales et des partis réformistes. Le PCE exprime sa solidarité avec l'Union Démocratique Espagnole, dont 4 ministres siègent au gouvernement.

Samedi 29, dimanche 30 janvier

Les arrestations des militants d'extrême-gauche s'éteignent : au total, passé le week-end, plus de 1 200 militants.

L'appel des 53 personnalités est signé par les dirigeants du PCE, dont Santiago Carrillo, et par des personnalités de l'Union Démocratique Espagnole, dont 4 ministres siègent au gouvernement.

Cet appel soutient les mesures gouvernementales pour rétablir l'ordre. Même le Parti du Travail maoïste, qui ne figure pas parmi les 53 signataires, déclare qu'il est "disposé à appuyer le gouvernement pour détruire les manœuvres des groupes terroristes". Les deux autres organisations maoïstes les plus importantes (ORT et MCE) déplorent également le fait d'avoir été mises à l'écart de l'appel.

La LCR par contre s'adresse aux organisations ouvrières pour leur proposer un pacte de protection mutuelle de leurs locaux.

Pendant que ces déclarations sont faites et que Suarez apparaît samedi soir à la télévision, un grand nombre de dirigeants et de militants de ces organisations sont arrêtés. Même le PCE n'est pas épargné. Et ce n'est que 72 heures après le début des rafles que le PCE découvre, dans un communiqué, "la contradiction entre le discours du président Suarez et les arrestations de ces derniers jours de militants de partis de gauche, dont certains membres du Parti Communiste qui servent seulement à désorienter l'opinion publique et à dissimuler derrière un rideau de fumée les responsabilités des derniers crimes et attentats".

Ces déclarations de l'avant-dernière heure, le PCE peut se les permettre : il est déjà sûr d'obtenir sa légalisation, grâce à son attitude "responsable" au cours de la semaine sanglante. Mais le grand vainqueur de la semaine, c'est Suarez.

VICTOIRE A LA ROCA

Roca Radiadores : une entreprise qui possède quasiment le monopole des installations sanitaires en Espagne. Le plus gros actionnaire : **Ideal-Standard**, filiale d'ITT. Ainsi qu'une multitude d'actionnaires espagnols, parmi lesquels plusieurs magnats de la presse, ce qui explique le silence presque total qui a été observé dans la presse madrilène et internationale sur la lutte de Roca. La lutte de Roca vient de se terminer. Par une victoire. D'autant plus significative que les **4 500 ouvriers** de l'entreprise de Gaya, dans le Baix Llobregat (banlieue de Barcelone), ont combattu deux fois en une année : une première grève de 40 jours en mars 1976 (pour la réintégration d'ouvriers licenciés et pour 3 000 pesetas, qu'ils ont obtenus), et une seconde grève du 8 novembre au 11 février ! La seconde grève de Roca, la plus longue depuis la guerre civile, a obtenu la réintégration de plus de 40 ouvriers licenciés. Après la suspension par le gouvernement Suarez en octobre dernier de l'article 35 du code du travail (la seule maigre garantie du droit à l'emploi dans l'Etat post-franquiste), les Roca ont montré qu'il est possible de se battre et de gagner.

Mais pour en arriver là, la lutte a été dure. Seule la participation de tous et la plus large démocratie ouvrière ont permis d'atteindre ce but, en déjouant les manœuvres des partis réformistes (communistes en premier lieu) qui considéraient les Roca comme des troubles-fête.

Combate : La presse n'a cessé de répéter que la grève était "manipulée par des groupuscules", qui "provoquaient inutilement la police". Même le PSUC (Parti communiste catalan) en a parlé de cette manière. Est-ce que c'est vrai ?

L'assemblée générale des travailleurs est restée d'un bout à l'autre l'organe souverain, dans lequel toutes les positions pouvaient s'exprimer. L'assemblée des 60 délégués, comme l'ancien "comité des 15", comme l'actuel comité de grève, ont tous été élus par les

travailleurs. La caractéristique essentielle de notre lutte a été la plus complète démocratie ouvrière et l'autonomie totale à l'égard de quelque parti ou organisation que ce soit.

Depuis le début, nous avons été disposés à négocier. (...) Mais du côté patronal on voulait "nettoyer à la base", et licencier les camarades les plus combattifs. Ce sont les patrons qui ont commencé à provoquer, en licenciant le camarade Sanchez. (...) Puis on a dit que des "groupes incontrôlés" en étaient arrivés à combattre la police en formations de commandos. Ce sont de purs mensonges. C'est l'assemblée générale qui a décidé de créer des commissions de popularisation de la grève et des groupes de surveillance et d'auto-défense. Qu'est-ce qu'on aurait pu faire contre les fascistes qui ont menacé et attaqué 6 fois de suite nos camarades des plus combattifs et contre la Garde Civile qui est intervenue dans le quartier des habitants de Roca avec la plus extrême brutalité, qui a même occupé militairement ce quartier

Interview d'un militant LCR du comité de grève

le 27 et le 28 décembre, si on avait renoncé à de telles mesures ? L'auto-défense a été et reste la condition de survie la plus élémentaire pour notre lutte.

Combate : Parmi ceux qu'elle accusait de "provocation", la presse a aussi classé notre organisation, la LCR.

— J'ai déjà dit que dans la lutte, c'était l'assemblée générale qui prenait toutes les décisions. Notre seul "péché" à nous, les camarades de la LCR qui travaillons à Roca, c'est d'avoir défendu en tout temps la souveraineté de l'assemblée générale et l'opinion publique se préoccupent de Roca et se solidarisent. Si ça c'est de la "provocation", alors nous continueront effectivement à "provocuer" la bourgeoisie; mais les travailleurs comprennent bien la différence entre provocation et solidarité.

UNE MONNAIE DOP

Après avoir situé la récession de 1974/75, et déterminé ses principaux facteurs (voir Brèche no 151), nous publions ici le deuxième volet de ce dossier. Il explique quels sont les objectifs qui se cachent derrière les proclamations gouvernementales de "lutte contre l'inflation", la politique de la Banque Nationale dans le domaine du taux de change, comment cette politique permet de couper les "branches mortes", et quels sont les éléments compensateurs du "franc élevé" dont disposent les entreprises clés du capitalisme suisse.

UN FRANC

Durant la période 1973-76 — et même actuellement — c'est de plus en plus sur le terrain du **taux de change** que les mesures de croissance contrôlée de la masse monétaire développent tous leurs effets.

En effet, dès fin 1974, non seulement les grandes entreprises n'étaient pas confrontées à des difficultés particulières de liquidités (sans parler de leurs liens privilégiés avec les grandes banques), mais face à l'insécurité de l'emploi l'épargne augmentait, le taux d'intérêt baissait et la crise structurelle de la construction allait bon train. Les mesures dans le domaine du crédit perdaient leur fonction. **L'axe de la politique monétariste, dont la fonction reste toujours de détendre le marché du travail, se déplace alors essentiellement dans le domaine du taux de change.**

Cette politique se camoufla. Il était politiquement difficile d'expliquer que la "hausse du franc" était en partie liée à un **projet politico-économique conscient**. Il était délicat d'avouer que la création d'un volant de chômage (avec ses effets sur les salaires) s'inscrivait dans le cadre du programme "anti-crise" du gouvernement !

Le "franc cher" devint l'instrument efficace des négociations — plus que polies — avec les dirigeants syndicaux. Le grand quotidien financier anglais, dans une étude consacrée à l'économie suisse, déclarait avec émerveillement que cette politique du franc élevé "fit que les syndicats se montrent modestes dans leurs revendications salariales, dans quelques cas ils n'ont même pas demandé que les salaires réels soient maintenus". (Financial Times — Survey Switzerland, 3. 11. 1976).

Examinons rapidement les manœuvres de nos chevaliers de la lutte contre l'inflation (lisez : de la lutte pour le blocage des salaires...) sur le front monétaire.

Les changes flottants (3), à la différence des cours de change stables permettent que — face à un afflux de fonds étrangers, qui sont à la recherche de francs suisses — l'institut d'émission (la Banque Nationale) ne soit pas obligé d'intervenir pour acheter l'excédent de devises. Ainsi, une revalorisation de la monnaie recherchée (le franc suisse) peut se produire, **mais la masse monétaire ne s'accroît pas.**

Cette politique de changes flottants, quelles que soient les récriminations feintes d'un Stopper ou Leutwiller, fut appliquée avec rigueur. **De février 1973 à janvier 1975, la Banque Nationale n'intervint pas sur le marché des changes.** Elle faisait une politique de "clean float" ! Pendant ce temps la revalorisation du franc suisse face aux autres monnaies s'accélérait. Du premier trimestre 1973 au quatrième trimestre 1974, le dollar passe en moyenne de 3,45 francs suisses à 2,76, le mark allemand de 1,15 fr.s. à 1.10, la livre anglaise de 8,35 fr.s. à 6,43, le franc français de 75 centimes à 59 centimes...

Nos "autorités", en automne 1974, n'interviennent même pas sur le marché, lorsque le krach de la banque allemande Herstatt amène des flots de D.M. en Suisse. Ils se

LA RESTRICTION BUDGETAIRE

Enfin, alors que le marché intérieur se rétrécit, face aux "déséquilibres budgétaires", le gouvernement a développé une politique qui, premièrement, consista à comprimer les budgets et, deuxièmement, à puiser dans les poches des travailleurs (à diminuer leur pouvoir d'achat) aussi bien au travers des effets de la "progression à froid" (pour 1974-1975), que de l'augmentation des impôts indirects (dans un premier temps l'ICHA et, demain, la TVA).

Nombreux furent ceux qui s'étonnèrent de l'application d'une telle politique en période de récession. Le lieutenant-colonel Schaller fit écho à ces étonnements : "On dit parfois qu'une période de dépression est mal choisie pour réduire le pouvoir d'achat du consommateur (en introduisant la TVA) ! La remarque serait pertinente si l'Etat se proposait de stériliser des fonds supplémentaires ainsi récoltés. Sinon, il ne s'agit, une fois encore, que de transfert. L'Etat dépensera-t-il au moins tout ce dont il nous (!) privera ? C'est l'un des rares points sur lesquels le doute n'effleure personne." (Journal de Genève, 13. 1. 1977).

Or, le doute réside exactement sur la question : à qui prend-on et en faveur de qui redistribue-t-on ?

Le rôle d'organisateur du transfert des revenus du Travail en faveur du Capital que remplit l'Etat bourgeois ne pouvait mieux être explicité par le "professeur" lausannois.

Tout d'abord, il faut à nouveau insister sur cela : en pé-

PAS DE RES

Cette politique monétaire, du taux de change et fiscale, ne put être appliquée avec autant de vigueur que dans la mesure où le mouvement ouvrier, spécialement l'USS et le PSS, ne lui opposèrent aucune résistance effective. Mieux, ils acceptèrent les impératifs de la dite "lutte contre l'inflation". Ceci revenait à accepter une attaque contre les travailleurs et à faciliter l'utilisation "du résultat" (le 1,3 o/o de taux d'inflation sur un an) pour valider la poursuite de l'offensive.



Les trois facteurs soulignés mis ensemble sont insuffisants pour expliquer la dimension de la récession. Il faut pour la saisir en ajouter un **quatrième** : la politique du gouvernement, avec à sa tête la Banque Nationale et son directeur, Leutwiller. Sous le couvert d'une lutte acharnée contre l'inflation, la Banque Nationale a développé une **politique déflationniste** — en diverses phases distinctes — dont les aspects essentiels furent décidés bien ailleurs qu'au parlement. Les couloirs de la Banque Nationale devenaient le lieu privilégié de la dite "démocratie parlementaire" !

Durant cette récession — et plus exactement depuis 1972-73 — le gouvernement s'est montré l'adepte d'une politique économique dictée largement par les principes du **monétarisme**, école dont le chef de file international n'est autre que **Milton Friedmann**.

Le lieutenant-colonel, donc "professeur", Schaller soulignait, en analysant le Message du Conseil fédéral du 26 septembre 1976, combien le gouvernement manifestait de plus en plus une adhésion aux principes du monétarisme. (Journal de Genève, 30. 12. 1976).

Afin de comprendre la "philosophie" de cette doctrine, il suffit de citer les déclarations de son représentant le plus éminent en Suisse et de les opposer à la doctrine du plein emploi, qui eut court durant de nombreuses années. Karl Brunner déclarait dans une interview à un hebdomadaire belge : "Si on veut éliminer l'inflation, il y a un prix à payer et ce prix c'est le chômage. Le chômage est donc le coût social pour en finir avec l'inflation. Et ne venez pas me dire qu'il existe une autre issue, ce n'est pas vrai." (Trends — 8. 9. 1976).

Cette déclaration fait écho à celles du patronat que nous citons au début de l'article. Elle est surtout largement confirmée par la baisse drastique de l'emploi durant la période de récession, baisse qui s'est traduite par l'exportation de 200 000 chômeurs, par le chômage "invisible statistiquement"... "Les impératifs de la rationalisation commandent une gestion plus rigoureuse, qui se traduit par des pertes de débouchés pour une multitude de fournisseurs et de sous-traitants. De sorte que des emplois disparaissent, en nombre bien plus considérable que ne le laisse entendre la statistique officielle." (Journal de Genève, 1-2. 1. 1977).

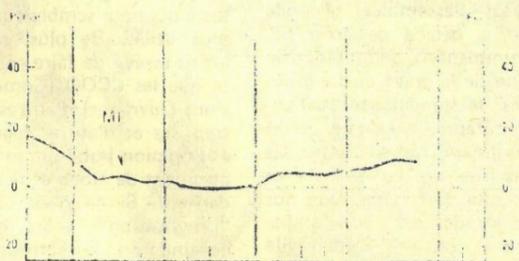
STABILISER LA MASSE MONETAIRE

Examinons rapidement, sans entrer dans les détails techniques, les grands axes de la politique du gouvernement antérieurement à la récession, dans le cadre de la récession de 1974/75 et actuellement.

Le principe numéro un d'une politique monétariste, comme son nom l'indique, c'est précisément que : "La régulation de la masse monétaire est un élément essentiel de la politique d'équilibre économique". (Message du Conseil fédéral, 27. 9. 1976) (1).

Le graphique ci-dessous indique la variation en pour cent de la masse monétaire (M₁ = numéraire en circulation et dépôts à vue) dès 1972.

Evolution de la Masse Monétaire (M₁)



L'ampleur et la rigidité de cette restriction sur le plan monétaire ressortiraient encore mieux si on les comparait à l'évolution de M₁ dans d'autres pays, qui pourtant ont souvent choisi des options de relance bien plus timides que lors des récessions précédentes (2).

Milton Friedmann, prix Nobel d'économie, admiré par Pinochet, Videla et... le gouvernement suisse !



Dans la période 1972-74, la politique de non amplification de la masse monétaire (qui stimule la demande) eut avant tout un effet **d'étranglement** du secteur de la construction et frappa de même une série d'entreprises (dans la production comme la distribution) qui étaient en mal de liquidités. Cette orientation s'exprima essentiellement dans le **domaine du crédit**.

Evidemment, vu la **masse des profits** réalisée par les principales entreprises suisses (non seulement à cause du taux d'exploitation dans les entreprises en Suisse, mais aussi vu l'importance de l'extraction de la plus-value à l'échelle internationale), la question des liquidités ne se posait pas à elles avec urgence. Le maintien d'une politique aussi restrictive de la masse monétaire était possible à cause de cela.

ÈE, DES SALARIES DUPÉS

UN FRANC ELEVE

déversent d'autant plus facilement que le Crédit Suisse, la SBS, l'UBS et les autres banques participent gentiment aux opérations de spéculation "contre le franc suisse". Cette passivité de la Banque Nationale est renforcée par son flair ! Elle prévoyait une reprise réelle de l'économie pour la seconde moitié de 1975. On l'attend toujours, en fin 1976 !

Mais face à l'envol du franc, il faudra néanmoins, en janvier 1975, commencer à effectuer des interventions (le graphique indique la hausse de la masse monétaire qui commence à reprendre un peu plus nettement alors). Intervenir sur le marché des changes signifie : acheter des dollars, des livres, des D.M. et "donner" en échange des francs suisses; mais aussi assurer l'exportation du "surplus" de francs suisses, par exemple en lançant des prêts sur le marché international.

Or, il ne fait pas de doute que cette intervention tardive — qui laissa le franc atteindre des sommets impressionnants — fut la résultante de choix délibérés. Ces choix s'effectuaient évidemment dans un cadre délimité par la place même qu'occupe le capitalisme suisse et son système bancaire dans l'économie capitaliste mondiale. Si les choix sont délibérés, il ne faut pas en déduire que, du point de vue capitaliste, les options pouvaient être radicalement différentes. Mais, une autre politique bourgeoise était possible. En effet, quelques faits indiquent le fondement et la fonction de cette "sur-évaluation" du franc suisse dont l'ampleur est étroitement liée à la politique gouvernementale.

Tout d'abord, le taux de réappréciation du franc dépasse largement le taux d'inflation en Suisse, sur la période. Ensuite, les prix à l'exportation de 1972 à 1975, ramenés au commun dénominateur du dollar (indice 100 en 1970), ont crû nettement plus rapidement pour la Suisse (77,6 o/o) que pour ses concurrents les plus dangereux : RFA : 66,1 o/o; Etats-Unis : 66,9 o/o; Japon : 58,3 o/o. Ceci, de plus, ne donne pas une indication sur la rentabilité des exportations. Enfin, pour une série d'entreprises, il devenait impossible de gommer la différence entre le taux de revalorisation du franc et le taux d'accroissement possible de la productivité (avec la réduction des coûts qui en découle); ce dernier facteur prend d'autant plus de force pour les entreprises et secteurs confrontés essentiellement à la concurrence des entreprises allemandes, américaines et japonaises qui ont réussi des bonds importants dans l'amélioration de la productivité et donc dans la baisse des coûts unitaires (ici spécialement pour la RFA et les Etats-Unis). Cette politique monétaire va donc dans le sens d'accroître les pressions qui s'exercent sur les entreprises et les secteurs les moins bien placés du point de vue de la concurrence sur le marché mondial. L'horlogerie en est un exemple. Mais cela est aussi valable pour l'industrie textile, l'habillement (où la concurrence sur les prix est extrêmement forte) et des secteurs de l'industrie des machines. On voit comment, au travers de la politique du taux de change, transperce l'objectif de "détente du marché du travail" (de chômage pour "lutter contre l'inflation").

ETAIRE ET LES IMPOTS

riode même de récession le gouvernement fédéral comprime le budget, en criant au déficit ! Ensuite, pour faire face aux dépenses budgétaires — dépenses qui doivent assurer les conditions générales du fonctionnement du capital (formation professionnelle, infrastructures...) —, il puise essentiellement dans les poches des salariés. De cette façon, il répond aux vœux du capital qui écrit : "La nécessité de comprimer le budget a pris une urgence particulière. Il est certain que l'on devra procurer aux pouvoirs publics, pour rééquilibrer leurs comptes, des recettes supplémentaires. Mais eu égard à la pression qui s'exerce sur les marges bénéficiaires... il faudra, dans la mesure du possible, trouver le moyen d'éviter aux entreprises des charges nouvelles qui alourdisent leurs coûts." (Bulletin du Crédit Suisse, décembre 1976).

Cette politique fiscale et budgétaire a donc accentué la dynamique récessive et provoqué une redistribution en faveur des profits. C'est une façon pour le gouvernement de répondre à l'appel de "l'ex-Monsieur Prix", Léo Schürmann, qui affirmait : "Es ist wünschbar, dass Lohnbestandteile nicht in dem Konsum, sondern als Kapital verfügbar werden." ("Schweizer Rundschau", janvier-février 1975, p. 51). ("Il est souhaitable qu'une proportion des salaires devienne disponible non sous forme de consommation, mais sous forme de capital".)

SISTANCE

L'augmentation de 1,3 o/o des prix à la consommation est payée au prix élevé d'une attaque sans précédent contre l'emploi (qui va d'ailleurs toucher de plus en plus les travailleurs "nationaux"), d'une stagnation ou baisse des salaires et d'une atteinte à la sécurité sociale.

Il est donc utile de clarifier deux questions : la baisse du taux d'inflation et la fonction de la politique du Conseil fédéral sur le plan de concurrence inter-impérialiste.

Le déclin du taux d'inflation de 1,3 o/o sur un an est le produit :

- premièrement, de la "crise de surproduction" dans le secteur du logement (suite à la baisse de la population active), du déclin du taux hypothécaire (avec ses effets sur les loyers) et, dans ce contexte, de la baisse du prix du sol,
- deuxièmement, de la politique de restriction de la masse monétaire, avec ses effets dépressifs : chômage et pression sur les salaires (au moment d'une forte hausse de la productivité),
- troisièmement, de la revalorisation du franc suisse qui implique que les produits importés (matières premières, produits semi-finis, biens d'équipement...) coûtent moins cher (d'ailleurs de nombreuses entreprises passèrent des commandes de sous-traitance avec des entreprises hors de Suisse, ou accentuèrent des achats de semi-finis hors de Suisse, ce qui leur permettait d'abaisser leur coût de revient).

Le Conseil fédéral péroré sur ses succès dans le domaine des prix à la consommation. Mais une question doit lui être posée. Les simples constats statistiques montrent que la baisse des prix de très nombreux produits achetés par les entreprises a été plus forte que celle des prix des produits achetés par les salariés. On voit clairement le contenu de classe de la politique "anti-inflation" : au nom de la croissance faible des prix à la consommation, on exige la stagnation des salaires, pendant ce temps les industriels gagnent sur les deux tableaux (salaires et prix des produits importés). Le succès du Conseil fédéral risque d'être de courte durée. Le retour à un taux d'inflation supérieur pour 1977-1978 est du domaine de la quasi certitude.

Quant aux rapports entre l'orientation gouvernementale et le niveau de compétitivité de l'industrie d'exportation, à première vue, il pourrait sembler que la politique du taux de change ait élevé un obstacle presque infranchissable devant les exportations suisses.

Il est évident — d'autant plus que ces mesures reposaient sur des prévisions conjoncturelles erronées — que non seulement des entreprises débiles, mais y compris des entreprises solides du secteur de l'exportation ont vu leur degré de rentabilité entamé — plus ou moins sérieusement — par l'explosion du franc.

Mais, premièrement, le processus est très inégal. Deuxièmement, le bas taux d'inflation (par rapport aux concurrents européens, même si pour la RFA l'avantage n'est pas très grand), la baisse des coûts d'importations et l'aide gouvernementale et bancaire aux exportations (au moment où le taux d'intérêt baisse) ne peuvent être négligés comme éléments compensateurs. Troisièmement, l'objectif de cette politique — sur le plan des rapports concurrentiels sur le marché mondial — consistait : à accélérer le processus de restructuration industrielle (y compris avec déplacements d'unité de production hors des frontières); à assurer le maintien pour la phase actuelle et surtout pour celle qui s'ouvre (où la concurrence sera encore plus exacerbée) d'un avantage du capitalisme suisse, des coûts unitaires de production qui croissent lentement ou même qui stagnent.



Une stagnation qui est la résultante de la combinaison entre croissance faible des salaires réels, augmentation abrupte de la productivité (grâce à la "discipline du travail" et à la rationalisation de la production) et une durée du temps de travail supérieure aux concurrents capitalistes (même si elle se réduisait un peu).

Il suffit de citer le rapport "confidentiel" de l'OFIAMT (groupe de travail "Problèmes des régions horlogères") pour mesurer l'importance de cette question : "Dans l'industrie horlogère suisse, la part des coûts de main-d'oeuvre (coût direct et indirect, y compris charges sociales) atteint 50 à 55 o/o des coûts de fabrication... Différents indices permettent de conclure que, pour la montre mécanique, les parts mentionnées ne diminueront que légèrement d'ici 1985 : l'augmentation de la productivité contrebalancera d'éventuelles (sic) hausses des salaires et réductions des horaires de travail." ("Enquête dans l'industrie horlogère sur les prévisions relatives aux places de travail", page 11).

Ainsi, la capacité pour les entreprises helvétiques les plus efficaces de compenser plus ou moins la revalorisation du franc par rapport aux autres devises en réussissant à limiter l'accroissement des coûts unitaires par rapport à une partie de leurs concurrents sur le marché mondial indique : premièrement, la nécessité pour juger effectivement des effets de la revalorisation du franc de tenir compte (en plus du taux d'inflation) de l'évolution comparative des coûts salariaux par unité (comme élément compensateur); deuxièmement, que la politique du gouvernement dans le domaine du taux de change possède des visées structurelles évidentes et frappe les branches et secteurs incapables de développer suffisamment cet élément compensateur.

Les représentants du Capital (ici les directeurs-général du Crédit Suisse) disent en langage voilé : "L'Etat bourgeois est à notre service, il doit nous aider à placer nos industries de pointe en position de force sur le marché mondial, aux travailleurs de payer la facture de ces opérations..."



PREMIER BILAN

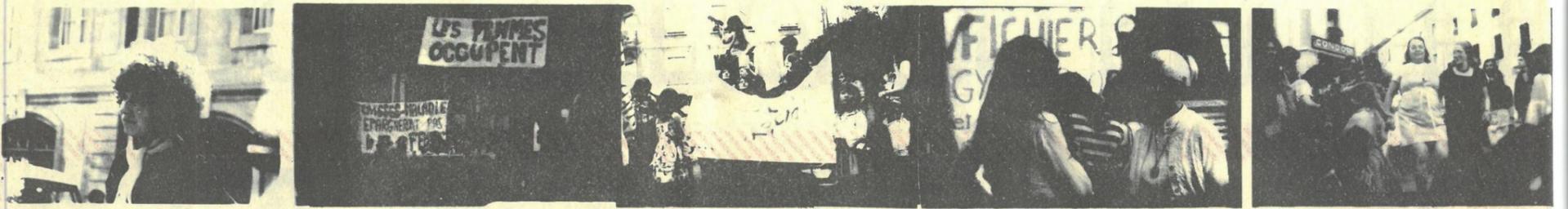
Si l'on veut tirer un premier bilan de la récession 1974/1975, trois traits caractéristiques peuvent être mis en relief :

- Comparée aux autres économies capitalistes, l'ampleur de la récession fut très grande. Mais les entreprises fleurons disposaient et disposent de réserves visibles et invisibles qui, certainement, à l'échelle internationale, n'ont pas d'équivalent. C'est ceci qui fut un des facteurs permettant que la politique monétaire de la Banque nationale s'exerce avec tant de vigueur. De plus, la fonction du capitalisme suisse sur le plan bancaire et des assurances doit être prise en considération pour modérer le jugement d'ensemble sur la récession (dans les banques et les assurances l'emploi a augmenté durant la récession d'environ 2 000 unités).
- L'ampleur de la crise ne peut être saisie si l'on ne tient pas compte de la politique consciente du gouvernement dont l'application est fonction de la "paix du travail" et de la collaboration gouvernementale de l'USS et du PSS.
- Si la récession a accéléré un processus de démantèlement des structures industrielles (et de ce fait renforce pour

le futur la capacité concurrentielle de divers secteurs), il ne fait pas de doute que, en même temps, l'on entre dans une nouvelle période déclinante du capitalisme suisse et que la reprise est hésitante et fort inégale entre les diverses branches et secteurs. Cette inégalité reflète d'ailleurs les processus de restructuration en cours, qui opéreront encore en profondeur dans le proche futur, et les inégalités de développement sectoriel du capitalisme international (par exemple, faible investissement en équipement).

C. A. UDRY, 20. 1. 1977

- (1) Sur la question du contrôle de la masse monétaire, voir le chapitre III du livre de Friedmann (p. 56 à 76) : "Capitalisme et liberté", Laffont, 1971. Le titre à lui seul indique le goût saumâtre de la politique proposée !
- (2) voir "Perspectives économiques de l'OCDE, déc. 1976, p. 40.
- (3) Changes flottants ou "floating" : libre formation des cours (valeur de marché d'une devise) en fonction de l'offre et de la demande. Le "clean float" — adopté par le Conseil fédéral de 1973 à 1975 — c'est le flottement sans aucune intervention de la Banque Nationale; par opposition au "dirty float" (flottement sale) qui se fait avec intervention temporaire de la Banque Nationale.



MATERNITE DE GENEVE : Avortement et pouvoir médical

Depuis l'entrée en fonction, en octobre 1976, d'un nouveau médecin-chef à la maternité de Genève, le professeur W. Herrmann, il n'est plus pratiqué dans cet établissement d'avortement après la 12^{ème} semaine de grossesse sauf indications médicales très strictes et ceci alors même que toutes les femmes se présentant à la maternité ont reçu l'avis conforme (deux médecins dont un spécialement nommé par le Conseil d'Etat) certifiant que l'interruption est justifiée et peut se faire légalement.

Cette décision prise sans consultation préalable des principales intéressées, provoqua en décembre une intervention des femmes du MLF de Genève à la maternité. Elles interrompirent le rapport des médecins et exigèrent que le professeur Herrmann s'explique sur les raisons de cette nouvelle pratique. Herrmann refusa net toute discussion.

Depuis octobre dernier, à la suite de cette décision, plus de 20 femmes n'ont pu se faire avorter à la maternité. Il ne leur reste plus que la possibilité des cliniques privées ou même, d'avortements clandestins pour celles qui n'ont pas les moyens de payer les tarifs exorbitants demandés par le privé.

La manière dont la décision a été prise est également inadmissible. Les directions de la Faculté et de l'Hôpital ont été consultées. Mais les gynécologues, les médecins de la ville, les médecins travaillant à la maternité ? Mais, surtout, les femmes ? on ne leur a pas demandé ce qu'elles pensaient.

Cette mesure autoritaire et la manière dont elle a été prise (indications strictement médicales et refus de l'information) montrent



Interdire l'interruption de grossesse ? C'est renvoyer les femmes dans les cliniques privées ou à l'avortement clandestin.

clairement qu'une partie du corps médical est prête à se battre pour la défense des intérêts du pouvoir médical. Un malade informé devient dangereux, met en cause le médecin, sa thérapeutique et son pouvoir médical. Pouvoir médical qui a un rôle important à jouer dans la société capitaliste; comme simple illustration quelques chiffres :

1973 en Suisse :

1) environ 52 500 dépressifs ayant interrompu leur travail ont pu, grâce aux antidépresseurs, le reprendre au total 1,5 million de jours plus tôt qu'ils ne l'auraient fait sans médicament. Ils ont pu fournir ainsi, au détriment de leur santé, un apport supplémentaire de 36,7 millions de fr. suisses au produit national brut.

2) 220 000 dépressifs n'ayant pas interrompu leur travail ont, grâce aux antidépresseurs, un rende-

ment de 33 o/o plus élevé que sans médicaments.

Ce que l'on peut déjà appeler "l'affaire Herrmann" prend au début de ce mois un intérêt particulier par le communiqué de presse de l'Association genevoise des Médecins progressistes qui indique entre autres :

"— La Maternité est un service public où chaque femme doit avoir la garantie de pouvoir bénéficier de la Loi, ce qui n'est évidemment plus le cas maintenant..."

— Il est étonnant qu'un seul homme, fût-il médecin-chef, se place au-dessus de la Loi et décide seul de ce qu'il trouve légal...

— Il est éminemment regrettable que ni les médecins, ni les principales intéressées, les femmes, n'aient été consultés avant qu'une telle décision soit prise."

Au début de février, sous la poussée des médecins progressistes et de l'opinion publique, le Parti Socialiste Genevois a pris position dans un communiqué : "... Le Parti Socialiste Genevois appuie la prise de position des médecins progressistes dénonçant l'abus de pouvoir du professeur Herrmann".

Alors, Monsieur Donzé, socialiste, chef du Département de Prévoyance sociale et de la Santé publique, supérieur hiérarchique du médecin-chef Herrmann, qu'attendez-vous pour prendre clairement position ?

13. 2. 1977, Herriot

(1) tiré de : De l'électrochoc aux antidépresseurs : coût et avantages de la pharmacothérapie, publié en décembre 1975 par Pharma Information, Service d'information des maisons de recherches pharmaceutiques CIBA-GEIGY, ROCHE et SANDOZ.

Dans la plupart des pays européens, les débats et les mobilisations POUR/CONTRE l'avortement expriment et accentuent la crise des rapports sociaux. Dans tous les pays, cette question divise profondément la bourgeoisie, son aile droite la plus réactionnaire luttant fermement contre toute mesure de libéralisation. En Italie, après les débats sur le divorce, la question de l'avortement ébranle une nouvelle fois Eglise et famille et approfondit la crise gouvernementale. En Espagne, les femmes commencent à rompre avec l'héritage fasciste en manifestant pour le contrôle de leur propre corps et contre les peines pour adultère. La lutte internationale des femmes s'amplifie d'année en année; de plus en plus les femmes remettent ouvertement en cause le statut de perpétuelles mineures que leur réserve la société capitaliste. Le 8 mars, journée internationale des femmes, en est le symbole.

L'AVORTEMENT LIBRE ET GRATUIT, C'EST UN DROIT POUR TOUTES LES FEMMES

Pour chaque femme, quels que soient ses intérêts de classe, l'avortement constitue un DROIT DEMOCRATIQUE ELEMENTAIRE : DISPOSER LIBREMENT DE SON PROPRE CORPS. Mais selon les classes sociales, ce droit a une portée différente. Une femme de la classe dominante a de fait toujours pu avorter dans de bonnes conditions, grâce à ses ressources financières et à ses relations avec les milieux médicaux. Mais l'immense majorité des femmes, travailleuses et ménagères, mineures et immigrées doivent avorter dans des conditions telles que leur vie même est souvent mise en danger. Alors que partout les avortements sont massifs,

* en Italie, on estime que 1 million de femmes au minimum, 3 millions au plus avortent clandestinement chaque année,

* en Suisse, selon le Planning Familial de Genève, 100 000 femmes enceintes (une sur deux) recourent à l'avortement par an,

* enfin, en Espagne, selon le Procureur du Tribunal Suprême (1973), 1 110 000 espagnoles étaient des délinquantes au nom de la loi franquiste : 800 000 pour usage de contraceptifs, 300 000 pour pratiques abortives,

l'avortement libre et gratuit pas plus qu'une contraception efficace et gratuite ne sont acquis dans aucun pays.

Pour les femmes, une bonne contraception et une libéralisation de l'avortement, c'est tendanciellement :

* voir se desserrer la chaîne la plus tenace et la plus ancestrale qui fait d'elles des reproductrices soumises depuis des siècles aux maternités-natalités, à moins qu'elles ne recourent aux "faiseuses d'anges",

Libérer l'avortement:



FRANCE: MALGRE LA LOI VEIL, UNE LUTTE TOUJOURS ACTUELLE

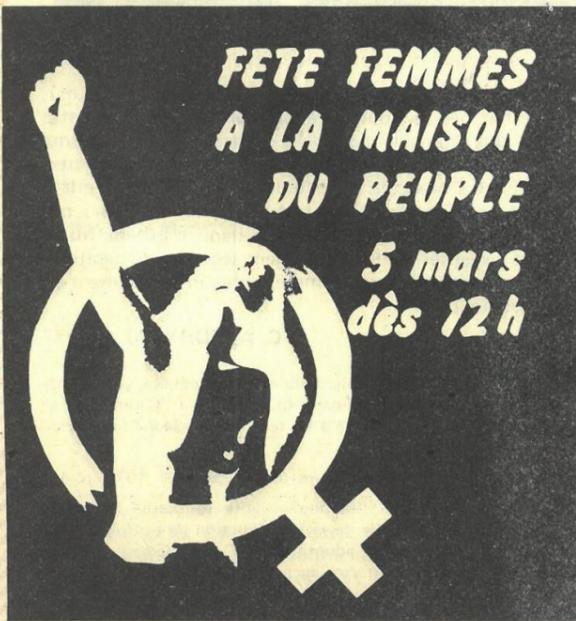
Sur la pression du mouvement de masse pour la liberté et la gratuité de l'avortement et de la contraception, le parlement français, on s'en souvient, a voté, il y a deux ans, la loi Veil. En principe, l'avortement est censé être libre dans un délai de 10 semaines, bon marché, et la contraception gratuite.

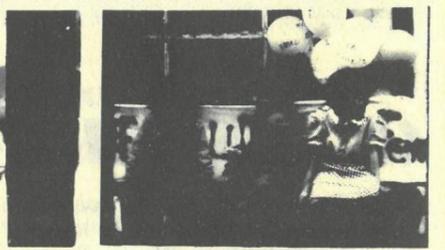
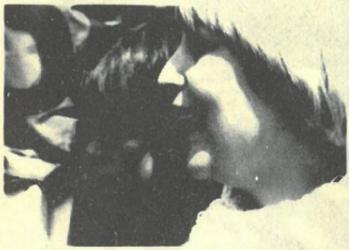
Mais, qu'on en juge, la réalité est tout autre. Un an après, la loi n'est toujours pas appliquée :

— les avortements, dans de nombreux cas, sont pratiqués avec une dilatation du col de l'utérus trop rapide, ce qui peut provoquer des accidents graves pour la santé des

femmes. Les conséquences de l'absence de formation du corps médical sont ainsi assez inquiétantes, pour les femmes. Et, à la suite d'avortements mal pratiqués, la droite, comme "Laissez-les Vivre" utilise ces conséquences, argument médical à l'appui, comme preuve du danger de l'avortement, renforçant ainsi la peur face à celui-ci.

— beaucoup trop de demandes d'interruption volontaire de grossesse ne sont pas acceptées sur le lieu d'habitation des femmes, ce qui favorise encore la pratique d'avortements clandestins et, dans certains cas, des infanticides.





* avoir la possibilité de mieux contrôler leur sexualité et de choisir leur maternité.
... QUE LA BOURGEOISIE CONCEDE, MAIS TENDE DE RECUPERER AUSSITOT

Tout en se voyant contrainte de faire des concessions sur ce terrain, la bourgeoisie, en cette période de crise et de licenciements massifs des femmes et face à la baisse "pré-occupante" de la natalité, prêche dans tous les pays la sainte famille. En dotant les femmes de soi-disant valeurs typiquement féminines, la bourgeoisie tente de resserrer les liens familiaux et les revaloriser en tant que tels par une "aide" aux "mères au foyer".

La légalisation de l'avortement, là où elle se fait, n'efface pas l'inégalité des femmes devant la loi. Cependant, si elle était immédiatement appliquée, elle entraînerait une importante amélioration dans la vie des femmes, dans les relations entre hommes et femmes et entre enfants et parents. Mais la bourgeoisie garde de nombreuses armes pour limiter la portée de la loi qu'on lui arrache :

* les insuffisances des installations hospitalières, le manque de personnel formé, le non-remboursement par les assurances, le refus de médecins réactionnaires retenus par leur "conscience et le respect de la vie"... bloquent l'application de la loi sur l'avortement dans les pays où il a été libéralisé;

* la pénurie des crèches et l'insuffisance des aménagements sociaux, les faibles salaires et les longs horaires des femmes travailleuses, le chômage, l'entassement dans des logements exigus... continuent à entraver le libre choix d'avoir des enfants.

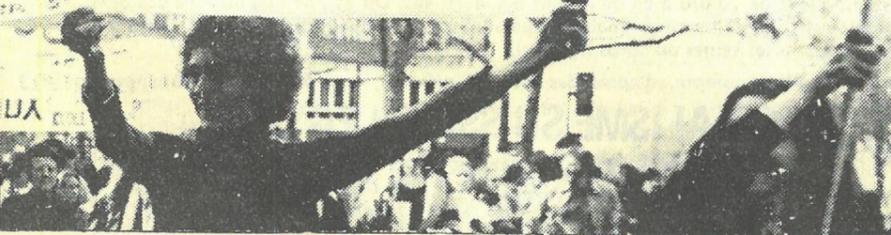
Par ailleurs, les fausses couches des travailleuses à la chaîne, les maladies dues à la pollution, voire les malformations à la naissance (Seveso) sont autant de violences faites aux femmes et aux hommes en système capitaliste. Aucune loi ne résoudra dans ce système cette oppression séculaire.

En tant que tel, l'avortement ne libère pas les femmes. Il reste une violence au corps des femmes contraintes à y recourir pour cause de mauvaise information, mauvaise contraception ou même pour viol. **MAIS LIBÉRER L'AVORTEMENT EST L'UNE DES CONDITIONS NECESSAIRES A LA LIBÉRATION DES FEMMES** que les mouvements féministes ont mises au centre de leurs luttes.

Après les USA, la Grande-Bretagne et la France où les mouvements de femmes ont mis la question à l'ordre du jour dès la fin des années 60, c'est dans des pays aussi différents que l'Italie, l'Allemagne, la Suisse ou l'Espagne que le problème se pose aujourd'hui. Directement liée à la crise sociale et politique, cette lutte va jusqu'à menacer certains gouvernements en place.

une lutte internationale

**SUR NOTRE VENTRE
SUR NOTRE DOS!**



— les tarifs abusifs sont monnaie courante, de même que les voyages à l'étranger, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas surtout.

— la plupart des avortements, comme à Paris, ont lieu dans des cliniques privées, ce qui prouve que la médecine, régie par des intérêts de rentabilisation et de profit, est toujours aussi vigilante. Ce fait est d'autant plus scandaleux que l'interruption volontaire de grossesse n'est pas remboursée par la sécurité sociale...

— dans les hôpitaux, le délai pour obtenir un rendez-vous pour se faire avorter dépasse largement 4 semaines, ce qui empêche bon nombre de femmes d'avorter, le délai de 10 semaines étant, ainsi, très souvent dépassé.

— enfin, quand la loi est un tantinet appliquée, c'est le résultat de la lutte collective des femmes et des militants, et non une décision des pouvoirs publics.

L'application de la Loi Veil dépend donc du rapport de forces que les femmes pourront instaurer. En fait, après la victoire qu'a arrachée à la bourgeoisie le mouvement de masse, celui-ci, et le mouvement des femmes en premier, s'est démobilité. Depuis l'obtention de la loi, la lutte, en réalité, n'a fait que commencer; il ne s'agit pas de croire qu'un décret gouvernemental suffit à changer les choses...

Pour que la droite, et spécialement "Laissez-les Vivre" ne soient pas les seuls à intervenir dans le domaine de l'avortement, pour que l'interruption de grossesse soit remboursée par la sécurité sociale au même titre qu'une opération, que la contraception ne reste plus le privilège de quelques-unes, et que la loi, enfin, soit réellement appliquée, une lutte de tous les instants, menée systématiquement contre les structures publiques, est nécessaire, aujourd'hui en France.

ITALIE: L'AVORTEMENT LEGALISE, QUELLES DIFFICULTES POUR L'APPLIQUER...

Le 21 janvier 1977, la Chambre italienne des députés a adopté le projet de loi autorisant le recours à l'avortement, projet adopté à 14 voix près (310 oui, 296 non et une abstention). Le projet a été présenté par une commission parlementaire où la Démocratie Chrétienne (DC) était minoritaire et au sein de laquelle le Parti Communiste a accepté toutes sortes de compromis. C'est la première fois dans l'histoire de la République italienne qu'une réforme sociale est approuvée par les Chambres malgré l'opposition de la DC, qui par la voix de son député Piccoli, et "au nom de millions de pères italiens", a défini cette loi : "bouleversante et révoltante pour la conscience civique".



LES TERMES DE LA LOI

Selon la nouvelle loi, qui doit encore être votée par le Sénat (où le jeu des décisions de compromis va recommencer), l'avortement est autorisé dans les 90 premiers jours de grossesse s'il existe un danger grave pour la santé physique ou psychique de la mère, lié à son état de santé, à ses conditions économiques, sociales ou familiales, aux circonstances de la conception, ou à des possibles malformations de l'enfant.

UNE BONNE LOI ?

En Italie on peut donc avorter légalement. L'avortement n'est plus "un délit contre l'intégrité de la race", comme l'affirmait jusque-là le code pénal italien. Mais qu'est-ce que représente pour les femmes cette loi, que le journal des Progressive Frauen* définit, sans aucune critique, "la loi la plus avancée en Europe" ? On le comprend mieux en suivant un exemple concret, l'itinéraire d'une femme qui veut avorter, comme le décrit l'hebdomadaire italien l'Espresso.

Une femme célibataire de 28 ans, ouvrière dans une grande entreprise de Rome, découvre qu'elle est enceinte. Elle décide d'avorter légalement, comme elle en a le droit. Elle se rend chez un médecin quelconque, "ayant les 5 années d'expérience", prescrites par la loi (!!). Celui-ci doit inviter la femme à réfléchir pendant 7 jours. Mais ce sera la femme qui aura droit à la décision définitive. Le médecin sera obligé de lui délivrer une autorisation (sauf si elle n'a pas 16 ans : dans ce cas le médecin doit avertir les parents et ce sera lui qui prendra la décision définitive !!!; et sauf si elle est enceinte depuis plus de 3 mois). Comme partout en Europe, la femme, pour pouvoir avorter, devra démontrer qu'elle est malade, folle ou misérable. Deuxième étape : l'hôpital (mais pas un hôpital religieux qui aurait le droit de ne pas pratiquer l'avortement !). Là, elle peut avorter gratuitement. Mais au principal hôpital de Rome, le San Giovanni, il n'y a plus de place. Alors elle essaie au San Camillo, où, après avoir longuement insisté, elle est acceptée. L'équipe sanitaire se réunit alors pour sélectionner les cas d'"objection de conscience" du personnel médical et paramédical (le 90 o/o des gynécologues — qui certainement n'"objectent" que très rarement quand il s'agit de pratiquer des avortements dans leur cabinet privé ! — s'est exprimé contre l'avortement). Finalement, l'intervention est décidée. On adopte la méthode du curetage, car les autres sont presque inconnues dans les

hôpitaux, et cela demande une série d'analyses, surtout à cause de l'anesthésie totale, et éventuellement des examens supplémentaires. Après tout cela, les 90 jours de grossesse sont presque certainement écoulés, et la femme n'a plus le droit de décider...

Malgré ces limites importantes, cette loi représente sûrement un pas en avant et une victoire du mouvement des femmes, et c'est pour cette raison que les députés de Démocratie Prolétarienne ont décidé au dernier moment, à cause de l'écart minimum de voix, qui faisait douter de l'acceptation de la loi, de changer leur abstention en un oui.

Mais c'est une victoire légale qui a laissé un goût amer. Comme le dit Emma Bonino, députée du Parti radical, mouvement pour les droits civiques qui a lancé un referendum pour une loi sur l'avortement plus libérale, et qui a voté contre ce projet de loi; "en votant non, j'ai pensé aux femmes qui ne pourront pas avorter, car cette loi est comme une porte étroite, à travers laquelle on passe une à la fois, mais pas toutes ensemble".

"CETTE LOI NE REPRESENTE CERTAINEMENT PAS LA VOLONTE DU MOUVEMENT, CE N'EST PAS UNE LOI FÉMINISTE" (CRAC)**

Cette loi oblige la femme à feindre la maladie ou la folie ou alors elle doit prouver qu'elle vit dans le dénuement. Cette loi permet à des hôpitaux entiers de refuser de pratiquer des avortements, et n'autorise les avortements que dans les hôpitaux publics (ce qui empêche une réelle décentralisation et implantation des services sanitaires dans les quartiers, sans compter que la structure sanitaire italienne est totalement carente).

Après 7 ans de lutte du mouvement des femmes, on aurait certainement pu obtenir mieux, si le PCI et le PSI n'avaient pas accepté autant de compromis.

Le mouvement des femmes doit reprendre sa lutte sans oublier l'exemple français : il est possible d'exiger que les avortements puissent se faire réellement, il est possible d'occuper les hôpitaux, pour que dans chacun il y ait au moins une équipe qui pratique des avortements. Cette loi ne doit pas rester une vague victoire sans beaucoup d'effets pratiques.

* Emanzipation no 1, février 1977 (Mouvement féministe en Suisse allemande proche du POCH)

** CRAC : Collectif romain avortement et contraception.

PLUSIEURS MILLIONS DE CHOMEURS EN EGYPTÉ

«...autant mourir d'une balle»

"Nous avons faim", "pas de libéralisation avec le ventre vide", "à bas le Khédive" (c'est-à-dire Sadate), et "Nasser, Nasser !" — tels étaient les cris de guerre des masses ouvrières, paysannes et étudiantes qui envahirent les rues du Caire, d'Alexandrie et de toutes les grandes villes d'Égypte le 18 et le 19 janvier (voir la Brèche no 151). Plus de 80 morts, plusieurs centaines de blessés restèrent sur l'asphalte; mais Sadate dut revenir en arrière; la suppression des subventions aux prix (qui devait provoquer une augmentation du gaz propane de + 46 o/o, benzine + 31 o/o, cigarettes + 12 o/o, farine + 63 o/o, riz + 16 o/o) fut aussitôt rapportée.

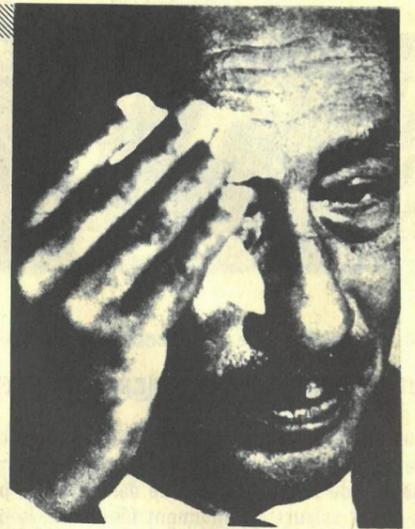
Quand on sait que l'écrasante majorité

de la population égyptienne dispose à peine du minimum vital (le salaire mensuel minimum est de fr. s. 60.-), on comprend les cibles auxquelles se sont attaquées les masses en révolte : hôtels, cabarets, banques, automobiles — les symboles de la richesse, de l'exploitation. On comprend que les manifestants aient répondu aux mises en garde de l'armée et de la police : "nous mourrons de toute façon de faim, Sadate, alors autant que tu nous achèves d'une balle". Et Sadate a fait tirer. Mais l'intervention sauvage de la police et de l'armée n'a pas pu dissimuler le recul du gouvernement, ni le profond déséquilibre social et politique du régime.

passagers en transportent souvent plus de 200...).

5) la stagnation de l'agriculture (la production augmente de quelque 2 o/o par an, ce qui est même inférieur au taux de croissance de la population égyptienne).

Mais, alors que l'infatigable n'a pas permis de résoudre la crise économique, il a ouvert la voie à l'enrichissement de la bourgeoisie et permis à une mince couche de petits bourgeois d'entrer dans la bourgeoisie. Ces couches ont pu accumuler en premier lieu grâce à la spéculation et à la corruption, pour investir leur capital dans les entreprises dénationalisées. Actuellement, l'appauvrissement continu des masses se combine avec l'enrichissement de quelques-uns. On comprend pourquoi Sadate s'est attiré — contrairement à Nasser qui combinait sa démagogie natio-



naliste avec des concessions effectives aux masses laborieuses — la haine de millions d'Égyptiens, et pourquoi les manifestants de janvier s'en sont pris en premier lieu aux signes les plus provocants de l'opulence des nouveaux riches.

Les capitalistes occidentaux prêts à mettre le prix pour sauver Sadate

Au lendemain de la révolte de janvier, Sadate a lancé un appel désespéré aux Etats-Unis et aux pays arabes exportateurs de pétrole. Il est impossible, disait-il d'augmenter les prix; en même temps, il insistait sur le besoin immédiat de 2,5 milliards de dollars. Il semble que cette aide lui soit accordée. Non pas tant pour des raisons d'efficacité

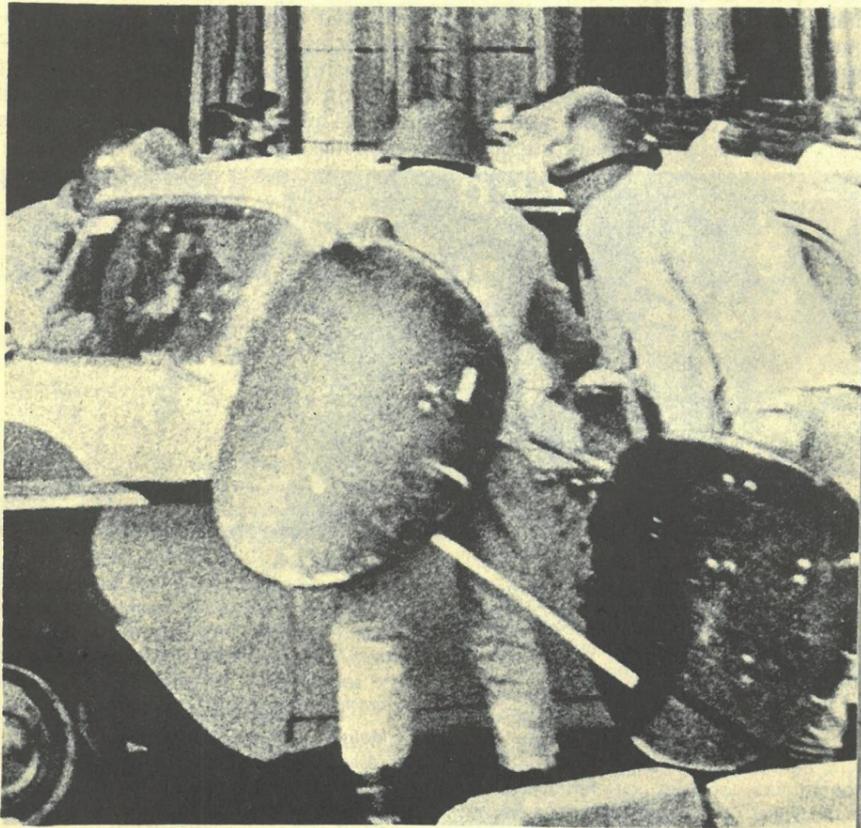
économique, que pour soutenir un régime qui menace de s'écrouler : "cela signifie, d'après Newsweek, que les créanciers occidentaux de l'Égypte sont prêts à sacrifier des principes économiques et des pratiques monétaires saines pour garantir la stabilité politique du régime égyptien" (7. 2. 1977).

Répression et référendums truqués

Bien qu'il ait fait arrêter environ 2 000 militants de gauche, Sadate ne peut pas s'appuyer que sur les baïonnettes. Le couvre-feu a dû être levé une semaine après les manifestations. La "gauche légale" a pu faire connaître ses protestations. Sadate ne veut pas en revenir au système de parti unique en vigueur sous Nasser, mais il craint les conséquences de l'influence déterminante que peuvent prendre les organisations d'extrême-gauche en donnant une direction consciente aux explosions de masses spontanées. Cette politique à deux faces s'exprime bien dans le "referendum" organisé le 10 février. Sadate voulait une approbation unanime à une multitude de questions (relatives au multipartisme, mais aussi à la ré-

pression des grèves et manifestations, à l'interdiction des organisations d'extrême-gauche, à la fraude fiscale, etc.). Il prétend l'avoir eue : 99 o/o de oui. Mais "le Monde" (13.-14. 2. 1977) parle de "scepticisme général" quant au taux de participation annoncé de 70 o/o, alors que, note ce journal, "les bureaux de vote n'ont visiblement reçu qu'un nombre très limité d'électeurs", et ceci dans tous les quartiers... Non, décidément, la révolte de janvier n'est pas la dernière. L'évolution de la situation en Égypte est d'autant plus importante que ce pays comprend à lui seul plus de la moitié de la classe ouvrière arabe.

d'après Was Tun/Inprecor no 67



La police anti-émeute de Sadate : pour protéger 500 millionnaires

Une chaîne de révoltes

Une explosion spontanée des masses apauvries. Sans chefs, mais pas aveugles. Au contraire, avec une volonté politique évidente : en finir avec la politique de libéralisation économique du nouveau ministre de l'économie Kayssuni, toute entière destinée à satisfaire les bailleurs de fonds impérialistes.

Mais la hausse massive des prix des denrées de première nécessité n'explique pas à elle seule cette explosion de mécontentement. Elle n'est que la goutte qui a fait dé-

border un vase qui menaçait de déborder depuis longtemps; répression policière ininterrompue, poursuites contre les militants de gauche, suppression des libertés et des droits démocratiques étaient entrées dans les moeurs et s'ajoutaient à l'incapacité du régime à améliorer en quoi que ce soit le niveau de vie indescriptible de la population, pendant qu'une mince couche ne cessait de s'enrichir, menait un train de vie princier et que le budget de l'Etat était dévoré par une bureaucratie corrompue et par les gigantesques dépenses militaires.

L'échec de la politique d'"ouverture" de Sadate

Le projet de Nasser de construire une Égypte indépendante, affranchie du contrôle de l'impérialisme avait échoué économiquement. Dès son accession au pouvoir, en septembre 1971, Sadate commençait à pratiquer une politique d'"ouverture", proclamée officiellement en 1973. Nombre de secteurs nationalisés par Nasser repassaient petit à petit en mains privées; les experts militaires soviétiques étaient chassés en 1972; l'Égypte s'"ouvrait" à l'impérialisme américain, espérant avec son aide récupérer les territoires occupés depuis 1967 par Israël. En juin 1974, une loi sur les investissements autorisa la pénétration des capitaux étrangers dans l'industrie, la métallurgie, les banques et les assurances — tous des secteurs auparavant nationalisés. Les mesures de "libéralisation" firent l'objet d'une intense publicité dans les campagnes financées par le gouvernement et destinées à attirer les investissements de capital étranger. Cette campagne continue d'ailleurs aujourd'hui. Le capitalisme suisse y est de plus en plus intéressé.

Mais l'échec de cette politique d'"ouverture" ("Infatih"), aussi évident que la faillite du nassérisme, a ouvert la voie aux mesures qui déclenchèrent le soulèvement de janvier. On trouve 5 facteurs essentiels à la base de la crise économique que l'Infatih ne fut pas capable de contre-balancer :

- 1) l'accroissement du déficit de la balance des paiements causé en premier lieu par les dépenses militaires, les emprunts et le service de la dette civile et militaire, les subventions aux produits de base.
- 2) l'augmentation du déficit de la balance commerciale (différence entre les importations et les exportations).
- 3) le manque de capitaux et d'approvisionnement en matières premières, pièces détachées, avec ses conséquences sur le fonctionnement de l'industrie (à cause de cette crise industrielle, les capitalistes égyptiens préfèrent investir dans l'immobilier et la construction).
- 4) L'état de décrépitude des infrastructures (les autobus du Caire prévus pour 80

UNE MISERE NOIRE

En Égypte, le revenu moyen par habitant est environ de 80 francs suisses par mois. Les augmentations de prix dues à la suppression des subventions auraient signifié un abaissement du pouvoir d'achat moyen de plus de 12 francs par mois. Le taux actuel d'inflation est de 30 à 50 o/o par an.

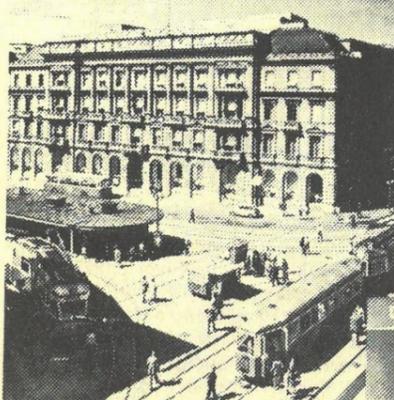
En l'espace de 15 ans, la population du Caire est passée de 4 à 7,5 millions; la grande agglomération du Caire compte plus de 11 millions d'habitants. Il n'existe aucun chiffre officiel de chômage. Mais sur une population globale de 40 millions (dont plus de la moitié de moins de 20 ans), les évaluations officielles le situent à 3,5 millions de chômeurs. Au moins un million et peut-être même 3 millions de travailleurs égyptiens ont quitté le pays en quête d'un emploi. Des milliers d'autres survivent dans les bidonvilles qui ne cessent de s'étendre autour des grandes villes.

L'espérance de vie dans les campagnes est encore de moins de 40 ans. Le taux d'analphabétisme est supérieur de 70 o/o à ce qu'il était il y a 10 ans. On estime que 60 à 70 o/o de la population souffre de bilharziose (maladie due à un ver se trouvant dans les eaux stagnantes et s'infiltrant dans les veines du corps humain).

L'Égypte de Sadate compte, d'après des chiffres officiels, environ 500 millionnaires.

L'IMPERIALISME SUISSE EN EGYPTÉ

السويسرا كمرکز مالی دولی



Le "bulletin spécial en arabe" édité par le Crédit Suisse à l'occasion de la foire suisse au Caire.

Nos capitaines d'industrie et nos banquiers sont directement intéressés par les salaires de misère des travailleurs égyptiens. L'année 1976 aura été celle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours moins de coton égyptien. "L'Égypte offre à la Suisse des perspectives intéressantes en matière d'équipements et de services", note l'Accelle du rapprochement commercial entre la Suisse et l'Égypte. Celle-ci a été invitée au Comptoir suisse 76, et en retour, l'impérialisme suisse a mis sur pied une exposition industrielle au Caire en décembre: SWISS EXPO 76. La Suisse exporte toujours

COMMENT BANZER FAIT REGNER LA TERREUR

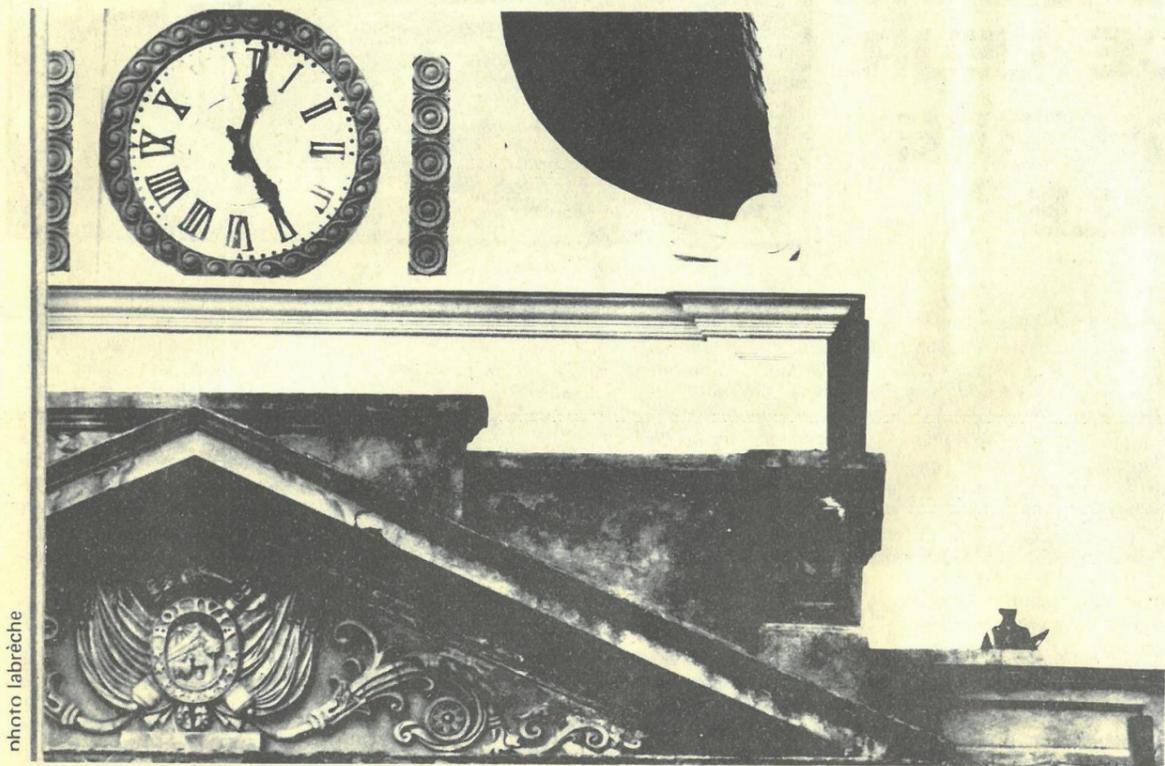


photo labrèche

Le nouveau modèle de gouvernement

La propagande officielle de la dictature de Banzer cherche à dissimuler la situation tragique, marquée par la **répression brutale et la torture**, qu'endure actuellement le peuple bolivien. Les annonces paraissant dans la presse commerciale des Consuls invitant les professionnels et les techniciens à regagner leur pays en échange de certains privilèges, et les déclarations de Banzer sur une supposée "ouverture démocratique", garantissant un certain fonctionnement des partis politiques, ne sont que de **purs mensonges** ne concordant absolument pas avec la pratique quotidienne du gouvernement et de ses organes de répression.

Alors que les agences de presse diffusent ce genre de nouvelles, la répression a atteint son apogée en Bolivie.

Les mesures de novembre 1974, qui, selon Banzer, devaient introduire "un nouveau modèle de gouvernement", restent en vigueur, leur application a mené à la suppression des droits démocratiques les plus élémentaires. Il est bon de rappeler que ce "modèle de gouvernement" accorde le monopole de l'activité et de l'élaboration politique aux FFAA (forces armées). Elle consiste en effet en :

- 1) La dissolution de tous les partis politiques et la suspension totale des droits de réunion et de presse.
- 2) L'illégalisation des organisations syndicales, étudiantes et professionnelles, en conséquence de quoi sont congelés les fonds, les locaux et les biens des syndicats. Les assemblées sont interdites et les travailleurs n'ont pas le droit d'élire démocratiquement leurs dirigeants. A leur place, la dictature nomme des "coordonateurs" (coordinadores), qui agissent en tant qu'agents officiels payés par le Ministère de l'Intérieur, ou par les entreprises d'Etat comme la COMIBOL (mines).
- 3) Le "service civil obligatoire" qui est une mesure de force destinée à éloigner les oppositionnels et les remplacer à leur poste par des inconditionnels du régime.

Depuis la promulgation de ces mesures, les masses boliviennes ont lutté vaillamment contre leur maintien. Les conflits de l'année 1976 sont une démonstration de la forte résistance des mineurs, universitaires et des travailleurs de l'industrie. A un certain moment, la dictature a dû reculer, et la vie syndicale commença à se réorganiser dans ces secteurs, au mépris des lois scélérates. Pendant la première moitié de 1976, les masses boliviennes remportèrent de grandes victoires, dont la plus importante fut la tenue du Congrès des Mineurs de Corocoro.

Mais c'est à ce moment que la dictature allait réactiver le cycle infernal de la répression et de la liquidation des organisations syndicales, démontrant une fois de plus l'impossibilité d'une période démocratique prolongée permettant le développement du mouvement ouvrier.

Le "nouveau modèle de gouvernement" se manifestait une fois de plus. L'état de siège était décrété et les centres de productions miniers, urbains et paysans déclarés **zones militaires**. Enfin, l'armée occupait les mines en grève, fermait 7 universités qui appuyaient les mineurs et décapitait les directions syndicales, recourant aux licenciements, aux arrestations et déportations de centaines de dirigeants.

A l'écrasement de la grève des mineurs et des mobilisations universitaires s'ajoutait la répression systématique des partis ouvriers et révolutionnaires. Banzer a donné l'ordre

de tuer, et non d'arrêter, les dirigeants considérés comme dangereux. Dans tous les postes de police, douanes, gares ou stations de bus, l'armée fait mettre des affiches avec les photos des recherchés. Pour isoler les révolutionnaires, la police politique réquisitionne les habitations suspectes et distribue les meubles, les habits et les effets entre ses agents.

A la suite de la défaite du mouvement ouvrier en juin 1976, la dictature de Banzer s'est relativement consolidée. L'opposition ouvrière et révolutionnaire a été détruite. Par conséquent, la remontée des luttes que représentaient les mobilisations des mineurs et des étudiants a été brisée, et nous sommes entrés dans une période d'essoufflement du mouvement ouvrier, de luttes secondaires, de peu d'ampleur, dans les secteurs qui n'ont pas été réprimés et qui



Le service d'ordre lors d'une manifestation de soutien à Banzer

photo labrèche

n'ont pas encore renversé le contrôle officiel effectué par les coordinateurs.

Le Plan Nouvelle Bolivie

Lors de la seconde réunion des Commandants des Grandes Unités et Instituts Militaires, le 16 décembre 1976, a été approuvé le Plan Nouvelle Bolivie basé sur la "Doctrine de la Sécurité Nationale". Théorie importée par les gorilles du Brésil, car son auteur est le brésilien José Alfredo AMARAL GURGEL qui en parle dans son livre "Sécurité et Démocratie", qui est devenu le bréviaire officiel de l'Ecole Supérieure de Guerre du Brésil depuis 1964. Mais les sources originelles de cette doctrine trouvent leurs racines dans les conceptions de la géopolitique du suédois KJELLEN ("L'Etat comme organisme", 1916) et dans celles des pangermaniques du XIXème siècle, comme RATZEL, qui servent de base à l'idéologie hitlérienne.

Les promesses d'ouverture démocratique des gorilles boliviens prennent alors leur vraie signification. Comme en fin 1973-début 1974, chaque fois que le mouvement ouvrier connaît une défaite, les militaires se mettent à parler de démocratie et d'élections. Mais lorsque le mouvement ouvrier se recompose et montre sa combativité, ils se livrent à la plus cruelle répression.

Même si les crimes de Banzer ne peuvent être comparés quantitativement à ceux des dictatures sanguinaires chiliennes ou argentines, la Bolivie, pays peu peuplé, avec de petits centres urbains, n'en est pas moins frappée par des méthodes de tortures et de répression du même acabit.

Cependant, la Bolivie ne reçoit pas le même appui politique et la solidarité du mouvement ouvrier mondial. On ne peut pas faire dépendre la solidarité du nombre de victimes, de morts ou de prisonniers. La solidarité et l'appui des organisations internationales et des organisations ouvrières du monde entier doivent être répartis de manière égale entre tous les peuples qui luttent contre la barbarie des apprentis fascistes. Cela fait 20 ans que la Bolivie saigne. Elle a connu aujourd'hui une défaite, mais dès demain, les masses boliviennes seront debout, avec leur extraordinaire capacité de récupération. Pour sortir du cycle infernal de la mobilisation-répression, elles ont besoin de l'appui des révolutionnaires du continent et du monde.

La Bolivie, comme l'Argentine ou le Chili, est un pays où la lutte continue, et où les possibilités de récupération existent toujours. Il faut dénoncer ce qui s'y passe et se mobiliser afin que cessent les interrogatoires et les tortures comme ceux qu'est en train de subir dans des conditions effroyables la militante **LUZ AREVALO ROJAS**, étudiante en philosophie, enfermée dans le camp de concentration de "Chonchocoro" et gravement malade.

Exigeons la libération de tous les prisonniers de la dictature gorille de Banzer !

POR (Combate), section bolivienne de la IVème Internationale
janvier 1977

RAPPEL ET CORRECTIF :

MEETINGS SUR L'AFRIQUE DU SUD

- Fribourg :** le lundi 21 février à 20 h.
hôtel de la Tête Noire, rue de Lausanne.
- Lausanne :** le mercredi 23 février à 20h 30
salle des XXII cantons, Gare CFF
- Neuchâtel :** le vendredi 25 février à 20 h.
Cité Universitaire.

INPRECOR No 67 VIENT DE PARAITRE :

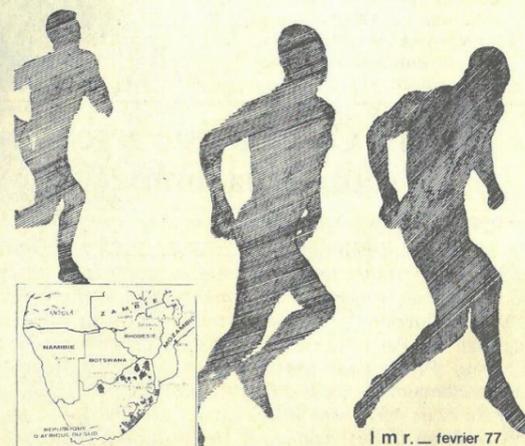
- | | |
|--------------------------|-------------------------|
| Egypte p. 2 | George Buarque |
| L'échec de l'infath | Vietnam p. 24 |
| Jan Rotschild | Le 4ème congrès du PCV |
| Débat p. 12 | Pierre Rousset |
| Sur la route de Samara | Espagne p. 29 |
| Ernest Mandel | Venceremos ! |
| Portugal p. 17 | Document |
| L'austérité de Soares | |

AFRIQUE AUSTRALE

analyses et documents no 1

interview de t. mashini
leader du mouvement étudiant
de soweto

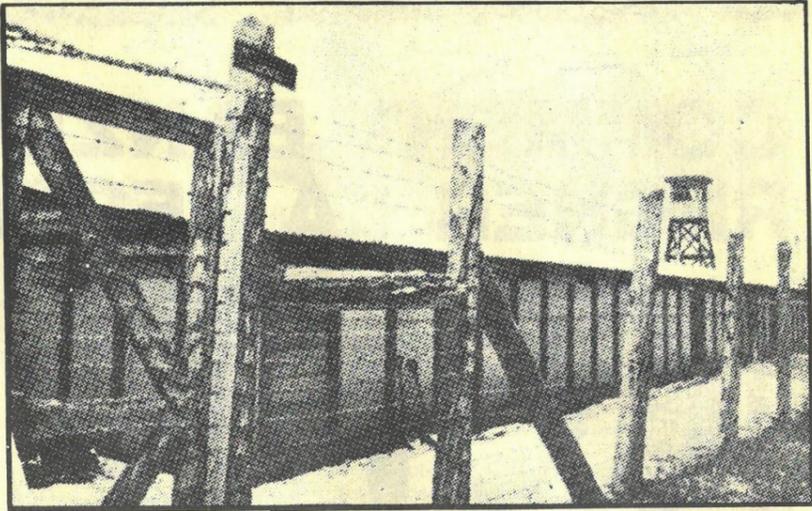
fr. 150



1 m r. - février 77



LES MILITAIRES ONT COMMENCE LEUR "3ème GUERRE MONDIALE"



Un général de Cordoba a déclaré récemment : "Les forces militaires sont entrées dans la 3ème guerre mondiale". Cette "guerre", les militaires argentins l'appliquent avec tous les moyens. Arrestations officielles, "confrontations armées" entre les guerilleros et les forces de répression, mais surtout détournements, arrestations non confirmées, disparitions inexplicables, assassinats, construction de camps de concentration, de fours crématoires, de charniers. Les "ennemis" de ces militaires qui répondent à un journaliste français leur demandant pourquoi le gouvernement agit ainsi : "Est-ce que les Français ont agi autrement durant la guerre d'Algérie ?", ce sont les "agents de la subversion" — dans un régime où réclamer des élections libres vous fait classer parmi les subversifs. Les victimes de cette répression, ce sont principalement les masses travailleuses argentines. Pour elles, le régime a érigé jusqu'à aujourd'hui des camps de concentration à La Perla, La Rivera et Pampa de Olan dans la province de Cordoba et à La Tomica, à proximité de l'aéroport international de Buenos-Aires. Les habitants du village de La Perla se sont plaints à plusieurs reprises des odeurs et des fumées de chair brûlée. Les soldats du camp ont eux-mêmes assuré qu'on y avait construit un four crématoire (1). Dans les cimetières

de San Jeronimo et San Vicente à Cordoba, on a creusé de vastes charniers.

Officiellement, la junte de Videla ne reconnaît que très peu de prisonniers politiques, encore moins d'exécutions. C'est que les militaires ne se donnent plus la peine d'arrêter. Ils enlèvent. Quelques jours, quelques mois plus tard, les corps sont (parfois) retrouvés, sans vie, souvent atrocement mutilés, ou crevés de balles. Et les militaires émettent un communiqué, repris complaisamment par les agences de presse impérialistes, du style : "L'ancien dirigeant de la Jeunesse Péroniste et des Organisations Montoneros, Dardo Cabo, a trouvé la mort au cours d'un échange de coups de feu entre extrémistes et militaires jeudi 6 janvier, dans les environs de Brandsen. 8 dirigeants ont été tués. Les coups de feu commencèrent à 1 h. 20, au moment où les extrémistes prirent d'assaut un convoi militaire transportant des guerilleros à la prison d'Olmos. L'attaque fut repoussée. 6 des attaquants furent tués, ainsi que 2 des prisonniers. L'un d'eux était Cabo." Ce communiqué — réel — n'est qu'une invention pour justifier le froid assassinat de Dardo Cabo, transporté depuis un an et demi d'une prison à l'autre du régime. Il avait été à tel point torturé que ses bras et ses jambes étaient paralysés.

nomique, l'indépendance nationale, plus de sécurité (!) et de justice sociale (!). "Nous sommes aussi d'accord avec la junte, ajoute le PC, sur la nécessité de mettre fin à la subversion... Ceci afin d'écartier le danger d'une guerre civile".

Entre temps, le PC est passé du soutien critique au soutien tout court. Ainsi, dans une interview exclusive accordée à l'illustré espagnol "Cambio 16" le 19 décembre 1976, le vice-président de la Fédération des Jeunesses Communistes argentines, Eduardo Gutiérrez, déclare :

"Il n'y a pas de parallélisme possible entre Pinochet et Videla. L'un tend vers le fascisme, l'autre vers

la démocratie." Il ajoute : "Il y a 3 groupes subversifs en Argentine : les Montoneros, l'ERP (Armée révolutionnaire du Peuple, réd.) et les Brigades Rouges du Povoivre Ouvrier; c'est contre eux et contre la corruption, pour un retour à la démocratie, qu'agit le gouvernement."

L'attitude criminelle du Parti Communiste argentin n'a reçu jusqu'ici aucun démenti ni commentaire de la part de la "Voix Ouvrière". Vu la sensibilité de l'opinion celle-ci estime aujourd'hui nécessaire de se distancer de la politique répressive des PC des pays de l'Est, mais les masses travailleuses en Suisse n'ont guère été sensibilisées jusqu'ici par la politique d'appui du PCA

au régime tortionnaire, c'est sans doute pourquoi la "Voix Ouvrière" continue de se taire.

En Suisse, des actions de solidarité avec les prisonniers politiques ont déjà commencé; la Confédération des syndicats chrétiens de la Suisse (CSC) a envoyé à l'ambassade d'Argentine au mois de janvier un message dans lequel elle dénonce l'arrestation et l'emprisonnement, le 29 décembre dernier, du secrétaire général du Syndicat des employés de pharmacie d'Argentine, Jorge di Pascuale. De son côté, le "Groupe d'Information Argentine" à Genève a remis à l'Ambassade d'Argentine une pétition demandant la reconnaissance du statut de

prisonnier politique en Argentine, signée par 1120 personnes. Enfin, une pétition, lancée à la mi-décembre par le groupe genevois d'Amnesty International a recueilli près de 10 000 signatures afin d'obtenir la libération de 142 professeurs et étudiants détenus sans jugement et sans motif d'inculpation.

C. R.

(1) Marcelo Dias, dans Rouge du 7. 2. 1977 cite trois fours crématoires à Cordoba, un à Campo di Mayo, deux à Bahia Blanca et un à Nenquen. Il souligne aussi la résurgence de l'antisémitisme, l'extension des massacres aux membres des familles de militants révolutionnaires, de syndicalistes (même péronistes) et même de personnalités politiques bourgeoises.

LIBEREZ PAEZ

Sauvons la vie de PAEZ et de milliers d'autres prisonniers

Candidat du PST (Parti Socialiste des Travailleurs, sympathisant de la IVème Internationale) à la vice-présidence en 1973 (il avait obtenu 200 000 voix), José PAEZ, comme son camarade de la direction du PST Arturo APAZA risquent leur vie entre les mains des bourreaux argentins.

Ecrivez au Général Jorge Videla, Casa Rosada, Buenos Aires, Argentine (avec un double à la rédaction).



Le Parti Communiste argentin soutient la junte !

C'est ce régime sanguinaire que soutient sans défaillir depuis 10 mois le Parti Communiste Argentin. La "Voix Ouvrière", organe central du Parti Suisse du Travail (POP), avait publié au lendemain du coup d'Etat de mars 1976 une prise de position de ses "camarades" argentins :

"Le PC, bien qu'il ne partage pas tous les points de vue exprimés par les documents officiels (de la junte militaire, réd.), ne peut pas être en désaccord avec tous les points énoncés, dans la mesure où ils coïncident avec certains points de notre programme". Et de citer : le développement éco-

YA PAS QU' LA POLITIQUE...

Genève:

THEATRE DE POCHE

L'éveil du printemps

tragédie enfantine de Frank Wedekind, jusqu'au 5 mars, à 20 h. 30 (mercredi à 19 h., relâche dimanche et lundi).

THEATRE DE CAROUGE*/ATELIER

Le dossier de Tadeusz Rozewicz

mise en scène de Michel Kullmann, du 19 au 26 février (sauf dimanche et lundi) à 20 h. 15, (jeudi à 19 h.).

* Rappelons que le Théâtre de Carouge/Atelier a offert une représentation de son spectacle "Mère Courage", à Paris, aux artistes de T.V. en grève.

APERITIF - THEATRE (Carouge/Atelier/18 h. 30)

En a Vian la zizique

cabaret Boris Vian, avec Christine Milhaud et Guy Bobet, du 22 au 27 février (sauf mardi et jeudi).

CINEMA

Salle Patiño

22 février, à 20 h. et 22 h. : *Amarcord*, de Fellini
25 février, à 20 h. 30 : *India Song*, de M. Duras
26 février, 20 h. 30 : *Son nom de Venise dans Calcutta désert*, de Marguerite Duras (suivi d'un exposé-débat).

Ciné-club universitaire (Auditoire Piaget, Uni II)

Suite de la série : "Autour du surréalisme" avec des films de Polanski, Vigo, Glauber Rocha, Buñuel, etc... (programme détaillé aux Activités culturelles de l'Université, tél. 20 93 33).

CAC Voltaire

du 18 au 24 février : "Le limier" de J.L. Mankiewicz (USA) 1972

"Adalen 31" de Bo Widerberg (Suède) 1968

"Images" de Robert Altman (GB) 1971.

"L'exécution du traître à la patrie Ernst S." film de R. Dindo et N. Meienberg sera projeté dès le 17 février ou le 24 février à l'Ecran ou au CAC, et ensuite à Lausanne.

MUSIQUE

salle Patiño

Clifford Thornton Quintet, jeudi 24 février, 20. 45
POP avec STRYGE et IMAGES GARDEN, le 5 mars
Maison des Jeunes (rue du Temple)

BIG-BAND AMR, vendredi 25 février, 20 h. 45

FESTIVAL DE MUSIQUE ORIENT-AFRIQUE

organisé par l'AMR

vendredi 11 mars : Ustad Lateef Ahmed Khan, (tablas-Inde)

samedi 12 mars : Les Musiciens du Nil (15 exécutants-Egypte).

samedi 19 mars : Mounir Bashir (luth-Irak).

Lausanne:

CINEMA

Cinémathèque, Aula du collège de Béthusy

vendredi 25 février, soirée Jean Renoir :

à 19 h. : *La nuit du carrefour* (1932) d'après Georges Simenon (avec Pierre Renoir)

à 21 h. : *Le crime de Monsieur Lange* (1936) (scénario de Jacques Prévert), avec Jules Berry.

En mars, films centrés autour de la folie et de l'hôpital psychiatrique :

vendredi 4 mars :

à 19 h. : *Histoire de Paul*, de René Féret (France, 75)

à 21 h. : *Labirynthus*, d'André Kovacs (Hongrie, 75)

THEATRE

THEATRE BOULIMIE

AMO MOTS

spectacle de Lova Golovtchiner, avec Martine Jeaneret, Samy Benjamin et l'auteur, jusqu'au samedi 26 février, à 20 h. 45 (relâche dimanche et lundi).

FRIBOURG

H. C. Artmann : "der karierte charmeur", jeudi 24 février, 20 h. 30, salle paroissiale Saint-Maurice.
Clown Pello, sam. 26 fév., 20. 30, théâtre au Stalden

NYON

Concert AMR

ARCHIE SHEPP GROUP'

mardi 22 février, 20 h. 30, Aula du Collège de Nyon, location : Genève : Discoclub; Lausanne : Disc-à-brac; Nyon : Grand Passage

T. V. SUISSE ROMANDE

Le 3 mars, l'émission *TEMPS PRESENT*, va soulever le problème des limites de la liberté d'expression en Suisse avec la participation de Niklaus Meienberg, l'auteur de "Reportages en Suisse" (L'exécution du traître à la patrie Ernst S.), Editions Zoé, Genève, 256 pages, fr. 25.-

A propos du film suisse "L'EXECUTION DU TRAITRE A LA PATRIE ERNST S." de Richard Dindo et Niklaus Meienberg : la bourgeoisie a peur de son passé

Un an après la sortie du film de Richard Dindo et Niklaus Meienberg (voir l'interview des deux auteurs dans *La Brèche* no 130 du 13. 2. 1976), le Chef du Département fédéral de l'Intérieur, le démocrate-chrétien Hans Hürlimann est intervenu directement pour empêcher la remise d'une prime à la qualité à ce film. Les instances fédérales avaient pourtant accordé aux réalisateurs une contribution à la réalisation de plusieurs milliers de francs. Mais, depuis lors, le film a agité les milieux militaristes en Suisse, qui y ont vu une démythification trop efficace de l'attitude d'une partie importante de la bourgeoisie suisse à cette époque, une remise en cause trop pertinente de la justice militaire également.

Et pourtant, de l'avis de l'écrasante majorité des critiques de films et des historiens en Suisse, ce film a mis en oeuvre une méthode irréprochable. Aucune manipulation, aucun événement en rapport avec l'affaire de l'exécution d'un insignifiant vendeur de grenades aux nazis qui ne soit passé sous silence. Les deux auteurs ont réussi si bien à dénicher les tenants et les aboutissants du dossier de cette exécution, à les mettre en rapport avec l'impunité dont ont bénéficié quelques hauts personnages militaires et industriels qui collaboraient – ou souhaitaient collaborer – directement avec les nazis, que ce film remet en mémoire de

manière irréfutable des faits historiques que la bourgeoisie suisse préférerait laisser dans l'ombre. La bourgeoisie suisse n'aime pas qu'on lui rappelle son passé !

C'est pourquoi le Conseiller fédéral Hans Hürlimann s'est décidé à intervenir contre l'avis de la majorité écrasante des experts de la commission fédérale des primes à la qualité. Ce faisant, le Conseil fédéral entend s'ériger en censeur historique : c'est lui qui décidera désormais qui détient la "vérité historique"... Ce faisant, il entend décourager les cinéastes suisses de fouiller dans le passé le plus révélateur d'une bourgeoisie qui n'admet pas qu'on lui conteste sa réputation largement usurpée de "neutralité éternelle" et de "volonté de défense anti-fasciste". La "paix du travail", née à cette même époque, risquerait elle-même d'en prendre un coup.

Certes, le film lui-même ne semble nullement remettre en cause la "défense nationale"; c'est en considérant comme une référence l'attitude d'un général Guisan en 1940 que le film analyse les discours et les démarches des officiers et des grands capitalistes pro-nazis. Néanmoins, en posant des questions pertinentes aux acteurs et témoins de l'époque, Dindo et Meienberg nous invitent – indirectement, mais efficacement – à nous poser à notre tour les

mêmes questions aujourd'hui. Et parmi ces questions, l'existence d'une juridiction et de tribunaux militaires d'exception qui peuvent encore, en cas de mobilisation, faire fusiller des soldats et des civils; la question aussi : quel sens a ce que l'on veut nous faire faire au nom de la "défense nationale" ? Les éléments du dossier qui permettent de remettre en question cette "défense nationale" sont réunis. Et c'est passionnant.

Ne manquez donc pas la sortie de ce film en version française dans un cinéma genevois en février, lausannois fin février ou début mars, et ensuite à La Chaux-de-Fonds. Vous n'en verrez pas de sitôt qui "rafraîchisse" aussi bien la mémoire du mouvement ouvrier, si lacunaire en Suisse.

Hürlimann y veillera.

la rédaction

Nous publions ci-dessous de larges extraits de la lettre ouverte de Niklaus Meienberg en réponse à la lettre du Conseiller fédéral à Richard Dindo. Elle met pertinemment en lumière quelques rouages du pouvoir en Suisse.



E. Bonjour, N. Meienberg et R. Dindo

Quant aux "REPORTAGES EN SUISSE" de N. Meienberg – dont l'un d'eux est à l'origine du film – ils viennent de sortir en traduction française aux Editions Zoé (252 pages, 25.- fr., en vente dans nos librairies).

L'INSOLENTE LETTRE OUVERTE DE MEIENBERG A HURLIMANN

«ACH, MONSIEUR HURLIMANN

(...) Vous nous avez privé de la manne fédérale, vous nous avez refusé une prime de qualité, laquelle "ne représente pas une couronne de laurier symbolique, mais au contraire – dans les conditions locales de production – une contribution directe à la réalisation" ("Die Weltwoche"). Vous

êtes ainsi directement intervenu dans la création cinématographique suisse : à l'avenir, plus aucun auteur n'osera traiter d'un thème historique contemporain délicat par le moyen du film documentaire.

(...) (N. M. énonce les difficultés financières qui accablent les deux auteurs).

LE FILM A PLU AUX EXPERTS

Le film a du reste plu à vos experts; presque unanimement, à 13 contre 1, ils ont désiré que le film soit primé.

(...) Celui qui s'est le plus réjoui de ce refus de prime, c'est M. Martin Schlappner dans la "NZZ" (1), alias Pappi Schlappi, lequel écrit toujours d'éminentes choses pleines d'arrière-pensées au sujet de "l'agitation tou-

jours plus fine" dans notre cinéma, et avec lequel vous avez discuté le film "de manière si détaillée" que votre lettre à Dindo et le commentaire de Schlappner dans la NZZ se ressemblent presque à la lettre au long de plusieurs paragraphes. Est-ce qu'à l'avenir vos lettres ne pourraient pas être contre-signées par Pappi Schlappi ? Ce serait plus transparent. (...)

L'ETAT C'EST MOI, HURLIMANN-LE-MAGNIFIQUE

Il ressort de votre lettre que vous considérez l'Etat et le passé de l'Etat (= le passé de l'Etat, tel qu'il plaît à l'Etat de le voir) comme menacés par notre travail et que l'Etat doit être protégé en refusant de primer le film. Vous vous conduisez, Monsieur Hürl-

déroulement historique sont possibles. Vous jouez à l'historien. En tant que plénipotentiaire culturel, vous décidez comment on doit voir notre passé de la manière la plus obligeante, respectivement comment on ne doit pas le voir. Quelles sont vos qualifications comme historien ?

(...) (N. M. explique que le film ne constitue pas une dénonciation globale de l'Etat durant la période de guerre 39/40, qu'il se base au contraire sur les travaux d'historiens reconnus pour cette période.)

Personne ne conteste aujourd'hui, Dindo et moi-même non plus, qu'une grande partie de la bourgeoisie a fait preuve à cette époque d'une résistance patriotique (Texte dans notre film : "Alors que la volonté de résistance du peuple était incarnée par Guisan...". Guisan était un bourgeois, une partie importante des sommets de l'Etat). Personne ne contestera non plus, même pas le célèbre historien Hans Hürlimann, qu'une autre partie de la même bourgeois-

sie poussait à la suppression de la démocratie et à la froide incorporation de notre pays dans le "Nouvel Ordre Européen" fasciste : le Président de la Confédération Etter donnait des conseils à ses amis frontistes sur la meilleure manière de court-circuiter la presse patriotique-nationale ("NZZ", "Bund", etc.); le Président

de la Confédération Pilet-Golaz a tenu un discours mal famé avec des accents collaborationnistes à la Pétain; le président du Vorort (association patronale), Hans Sulzer, une des figures de pointe de la bourgeoisie, désirait encore à la fin 1943 que les alliés ne gagnent pas la guerre, etc., etc. Des choses bien connues.

LES GROS N'ETAIENT-ILS PAS PLUS DANGEREUX ?



en haut : Gustav Däniker, en bas à gauche : Emil Bührle, à droite : Ulrich Wille.

(...) (N. M. présente le caractère dérisoire de la "trahison" de Ernst S. : "en temps de paix, il volait des tomates, en temps de guerre, des grenades".)

Nous osons en effet poser la question dans le film : quand un colonel commandant de corps Wille, précisément en 1940, dans un moment d'extrême danger national... voulait obtenir auprès des diplomates allemands la destitution de son supérieur hiérarchique Guisan; quand un colonel Gustav Däniker senior minait la volonté de défense démocratique en faisant circuler lar-

giments ou Ernst S. ? Qui ose prétendre sérieusement : Ernst S. ? Qui a "le plus

dangereusement menacé" à cette époque "l'Etat de droit libre" ? (3)

NE PAS FALSIFIER LES FAITS

L'historien Bonjour dit dans notre film (à la question : est-ce que les démarches du colonel commandant de corps Wille auprès de l'ambassadeur allemand ne pouvaient pas être taxées de trahison de la patrie) : "la trahison de la patrie est une question juridique". Nous le pensons aussi : d'après la lettre de la loi, Ernst S. pouvait très bien être condamné à mort, nous ne l'avons jamais nié. Simple-ment s'insinue chez nous une interrogation supplémentaire, à savoir si de telles lois, qui laissent en vie un

Wille et tuent un Ernst S. sont de bonnes lois et qui elles servent.

(...) (N. M. énumère les juges militaires et membres de la commission des grâces du Conseil national qui apparaissent dans le film et ont estimé après coup leurs propos fidèlement transcrits.)

Seul le Dr Karl Eberle, catholique conservateur, PDG des éditions Benziger, qui à l'époque a réclamé la tête de Ernst S. en tant que procureur, et avec qui vous êtes lié d'amitié, a refusé de figurer dans le film. (...)

LA PUISSANCE D'AMIS PUISSANTS

Votre lettre à Richard Dindo a l'air très platonique, on a l'impression que vous avez longuement médité avant de vous décider à prendre une décision négative. Mais, à côté de votre conscience d'homme d'Etat, quelques puissances concrètes ne sont-elles pas intervenues, comme par exemple Gustav Däniker junior, Bührle junior, et la famille Wille, ou encore votre prédécesseur ? Et Martin Schlappner lui-même n'a-t-il pas déclaré il y a quelque temps, qu'Hürlimann voulait primer tout de même le film ? Il est vrai que c'était encore avant la "lettre ouverte" macabre des 18 professeurs bernois au maire de Mannheim, dans laquelle ces bons Suisses se scandalisaient du prix accordé à un produit suisse à l'étranger; à ce moment, nous avions reçu le premier prix pour le meilleur reportage social au Festival de Mannheim, comme vous le savez. On sait aussi que Monsieur Gnaegi ne tenait plus en place en apprenant que votre Département nous accordait une contribution à la réalisation; une prime à la qualité aurait été la goutte qui fait déborder le vase dans notre Pentagone suisse et aurait trop malmené les relations entre vous et le ministre de la

Guerre. (...)

Ainsi donc, nous faisons recours au "Conseil fédéral suisse", au Conseil fédéral tout entier. Le Département de Justice et Police doit étudier le recours et recommander au Conseil fédéral le rejet ou l'acceptation du recours. Le Chef de ce Département est votre ami et collègue du PDC (4) Dr Kurt Furgler, qui en son temps avait un bureau d'avocat en commun à Saint-Gall avec le Dr Karl Eberle (Bureau Eberle / Hüppi / Furgler). Vous avez le droit de délibérer trois fois de la recommandation de Monsieur Furgler. Mais peut-être que le Conseil fédéral se prépare une soirée de réflexion, et décide de regarder collectivement notre film. Je suis à votre disposition pour tout éclaircissement, je suis à votre service pour toute note historique explicative et reste, ci-devant Colonel EMG Hürlimann, votre

Niklaus Meienberg. »

- (1) NZZ : Neue Zürcher Zeitung, la principale feuille financière radicale en Suisse.
- (2) En français dans le texte (allusion à Louis XIV).
- (3) citations de la lettre d'Hürlimann.
- (4) Parti Démocrate Chrétien, auparavant Parti Conservateur-catholique (PCS) en Suisse romande.



Hans Hürlimann

mann, comme l'Etat ambulant, l'Etat tout simplement et pour soi : l'Etat c'est moi Hürlimann-le-magnifique (2). Vous vous comportez comme le seul détenteur accrédité de la vérité historique et non pas comme un serviteur d'un Etat, dans lequel beaucoup de points de vue sur le

la classe ouvrière ouest-allemande sort-elle de sa léthargie?

Que se passe-t-il au sein de la classe ouvrière ouest-allemande et de ses organisations ? Cette question paraît captiver beaucoup moins nos attentions en Suisse romande que la même interrogation au sujet de la France, de l'Espagne ou de l'Italie. Et pourtant les travailleurs en Suisse dans leur ensemble subissent dans une mesure infiniment plus grande qu'ils ne le croient les contre-coups de l'évolution économique et politique en Allemagne fédérale.

Les raisons en sont multiples; la RFA est d'abord le principal client de l'industrie suisse d'exportation; l'Allemagne de l'Ouest est ensuite la principale référence politique et culturelle pour la classe ouvrière suisse allemande et notamment pour ses organisations syndicales : une entrée en lutte des travailleurs allemands aurait plus de répercussion sur la paix du travail en Suisse que toutes les grèves générales en France; ainsi, le fait que jusqu'ici les travailleurs en Suisse allemande n'ont entamé aucune des luttes ouvrières qui ont eu lieu dans quelques entreprises en Suisse n'est pas sans rapport avec la passivité des travailleurs ouest-allemands tout au long de cette crise; et finalement, si la bourgeoisie suisse allemande devient sensiblement plus agressive dans sa manière d'exercer le pouvoir (Cincera, les premières interdictions professionnelles pour des enseignants engagés), elle ne fait en cela qu'imiter sa "grande soeur" ouest-allemande.

Mais peut-être sommes-nous au seuil d'un renouveau des luttes ouvrières en Allemagne de l'Ouest. Malgré la reprise économique, les travailleurs ouest-allemands continuent à encaisser des baisses de salaires et un chômage exceptionnellement haut, tandis que le gouvernement social-démocrate paraît incapable d'offrir aucune perspective alléchante aux travailleurs. Certes, le retournement de tendance ne s'est pas encore réellement produit; mais les prémices en sont déjà en partie réunies. Voyons d'un peu plus près.

LE TORCHON BRULÉ ENTRE SCHMIDT ET LES SYNDICATS

La "reprise" du capitalisme ouest-allemand a des ratées; elle le place dans une situation unique depuis 1945 : un peu plus d'un million de chômeurs (1); un taux d'inflation qui voit sa courbe remonter; des investissements prévus qui ne sont pas effectués, bien que les profits aient crû fortement

traités de l'ordre de 10 o/o, Schmidt annonçait soudain, après les élections, que le relèvement serait reporté de 6 mois. Or, dans les chiffres présentés par le gouvernement, une erreur grossière s'était glissée. Le scandale produit des remous considérables dans les rangs des syndicats et du SPD.



(15 à 20 o/o). Dans ces conditions, les promesses d'Helmut Schmidt, le chancelier social-démocrate qui déclarait que "la tâche future du gouvernement est d'assurer le retour de la sécurité et du plein emploi" se sont complètement dégonflées. Plus récemment, voici ce qu'a dit Schmidt :

"Dans le passé, la politique de réforme du SPD a permis d'améliorer les conditions de vie des travailleurs et de les sortir de la nuit sociale; il est temps à présent pour ces derniers de délaisser leurs acquis et de consentir à des sacrifices pour aider ou en aider d'autres.

Cette "aide aux autres" a pris la forme jusqu'ici d'allègements fiscaux accordés au patronat. Mais il y a eu aussi le scandale des retraites qui coûtèrent sa place au ministre du travail. En effet, alors que durant la campagne électorale, le SPD (Parti Social-Démocrate) avait promis un relèvement des re-

"Nous avons compris que la lune de miel de la coalition a pris fin. Après le grand élan de 1969 (2), nous sommes frappés par une forte désillusion." Telle est la déclaration faite par le plus haut dirigeant syndical ouest-allemand, le président de l'Union Syndicale Allemande (DGB) Oskar Vetter au début de l'année 1977, peu après ces événements. Vetter déclarait ainsi au Spiegel : "Nous ne ferons pas un pas en arrière de plus". Certes, les mandarins syndicaux ouest-allemands ne sont pas devenus du jour au lendemain de sincères défenseurs des intérêts des travailleurs; c'est la facture énorme payée par les travailleurs allemands depuis deux ans, la remontée du nombre des chômeurs à plus d'un million en décembre 76 qui rongent la stabilité sociale, et qui obligent une partie des dirigeants syndicaux à livrer une "guerre des interviews" au gouvernement social-démocrate/ li-



béral. Une guerre des interviews, car il n'est pas question pour les social-démocrates qui possèdent tout le pouvoir dans les syndicats de s'opposer frontalement à "leur" gouvernement, et encore moins au patronat. Néanmoins, afin d'éviter des grèves sauvages, ils se sont sentis obligés d'élever la voix. Le Spiegel entrait dans ce jeu en présentant (3. 1. 77) le dirigeant de l'IG Metall, la principale fédération,

tant du salaire Loderer" (Lohnkämpfer Loderer").

Eugen Loderer et l'IG Metall sont d'ailleurs entrés dans les négociations salariales de cet hiver en roulant des tambours : "pas de compromis sur les compensations salariales !". La base exigeait jusqu'à 14 o/o de rattrapage des salaires; les dirigeants commencèrent les négociations en plaçant la barre à 10 o/o.

LES TRIBUNAUX ARBITRAUX POUR ETOUFFER LES GREVES

Mais les déclarations de Loderer devaient rapidement se révéler des pétards mouillés. Avant même que le plus fort secteur syndical de la métallurgie (le Bade-Württemberg) ait commencé à se mobiliser, le patronat de la Gesamt-Me tal, sous la pression de grèves d'avertissement en Hesse et à Stuttgart, proposait de lui-même 4,75 o/o, puis 5,25 o/o; l'IG Metall fit immédiatement appel au tribunal arbitral, qui accordait 6,9 o/o de rattrapage. Du fait des prescriptions internes au syndicat, il devenait impossible, après ce résultat obtenu dans une des régions, de mener une quelconque forme de grève dans le Bade-Württemberg en vue d'y obtenir de meilleurs résultats. C'est ainsi que s'est réglée la question de la compensation salariale pour 3,6 millions de travailleurs de la métallurgie ouest-allemande.

Ceux-ci n'étaient plus disposés à se résigner face aux restrictions de salaire de mise ces dernières années. Le niveau des espoirs placés par les travailleurs ouest-allemands dans le gouvernement SPD s'est nettement abaissé, comme l'a révélé la campagne électorale de 1976; à cette occasion, ils se sont plus déplacés pour faire barrage aux appels réactionnaires de la CDU et de Strauss que pour soutenir franchement Helmut Schmidt. Les espoirs des travailleurs se sont alors reportés sur l'action syndicale; il ne fait guère de doute que des appels à la mobilisation pour la compensation salariale auraient été massivement suivis. Mais là, comme en Suisse, la direction syndicale s'est interposée sur la voie de la réappropriation d'une conscience de classe par la classe ouvrière ouest-allemande.



Le résultat de la "participation" : Eugen Loderer (à droite) est membre du conseil de surveillance de VW : pour sa formation "syndicale" ?

La fissure entre les directions syndicales et le gouvernement a là son origine, et en aucun cas dans une quelconque rupture de ceux-ci envers l'"économie de marché", qu'ils se contentent de parer du mot "social". D'ailleurs, les dirigeants syndicaux se sont bien gardés d'entrer sur le terrain de la lutte pour la défense des postes de travail et contre le chômage, ce qui les aurait confrontés réellement à la politique ouvertement pro-patronale du gouvernement social-démocrate/libéral. Or la défense des intérêts des travailleurs contre le chômage serait aujourd'hui la tâche centrale des syndicats. Car il est notable que les travailleurs ouest-allemands paient le chômage non seulement par la suppression des postes de travail, mais — comme en Suisse — surtout par une élévation infernale des cadences, une réduction des dépenses sociales et une augmentation des charges fiscales, le coût salarial par tonne d'acier produite en RFA a ainsi baissé de 20 o/o par rapport à l'année précédente, selon les statistiques syndicales officielles.

Ainsi, chez VW, 20 000 emplois ont été supprimés en 1975. Mais ce trust, qui se félicite de ses résultats brillants pour 1976, fait tout pour éviter de réengager des travailleurs. Eugen Loderer, qui est aussi membre du conseil de surveillance de VW, soutient pleinement les mesures d'intensification du travail qui ont été prises dans les usines de Stuttgart : heures supplémentaires, travail par équipes... Exactement l'inverse de ce qu'exigent les intérêts de l'ensemble des travailleurs : une réduction de la durée du travail, sans diminution de salaire.

Clément Renard

(1) Comme en Suisse, les chômeurs qui n'ont plus droit aux indemnités et ne retournent plus timbrer, les femmes retournées "au foyer" et les immigrés renvoyés chez eux, ne sont pas comptabilisés officiellement comme chômeurs...

(2) 1969 : installation du gouvernement social-démocrate, début de l'ère des réformes de Willy Brandt.